



Assemblée générale

Distr. générale
23 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 98 rr) de l'ordre du jour provisoire*

Désarmement général et complet

Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Faisant la synthèse des communications reçues des États Membres comme suite à la résolution [78/240](#) de l'Assemblée générale, sans préjudice de la position de chacun d'eux sur la question, le présent rapport recense leurs vues et propositions sur les mesures et les besoins existants en ce qui concerne d'une part l'assistance aux victimes et d'autre part l'évaluation environnementale et la remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'utilisation ou la mise à l'essai d'armes nucléaires. Les avis reçus des États Membres dans les délais impartis sont intégralement repris dans l'annexe au rapport. Le rapport se conclut par les observations du Secrétaire général.

* [A/79/150](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Contexte	3
III. Liens avec les cadres existants et les traités connexes	5
IV. Efforts et besoins actuels en matière d'assistance aux victimes, d'évaluation environnementale et de remise en état de l'environnement	6
V. Efforts et propositions en matière de coopération et d'assistance internationales	8
VI. Observations et conclusions du Secrétaire général	9
Annexes	
Réponses reçues des gouvernements	11
Autriche	11
Burkina Faso	13
Canada	13
États-Unis d'Amérique	15
France	16
Îles Marshall	18
Iran (République islamique d')	20
Japon	21
Kazakhstan	22
Kiribati	33
Mexique	39
Nouvelle-Zélande	43
Portugal	45
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	47
Suisse	

I. Introduction

1. Au paragraphe 4 de sa résolution 78/240 intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues et les propositions des États Membres sur les mesures et les besoins existants en ce qui concerne d'une part l'assistance aux victimes et d'autre part l'évaluation environnementale et la remise en état de l'environnement, et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport de fond assorti d'une annexe contenant ces vues, dans la perspective de futurs débats entre les États Membres.

2. Le 12 février 2024, le Bureau des affaires de désarmement a adressé à tous les États Membres une note verbale pour solliciter leurs vues sur la question en appelant leur attention sur le paragraphe 4 de ladite résolution. Le présent rapport contient un récapitulatif des vues et propositions des États Membres sur les mesures et les besoins existants en ce qui concerne d'une part l'assistance aux victimes et d'autre part l'évaluation environnementale et la remise en état de l'environnement. Les vues exprimées dans le présent rapport ne reflètent que celles des États qui ont soumis des contributions conformément au paragraphe 4 de la résolution. On trouvera dans l'annexe au présent rapport le texte des communications reçues au 31 mai 2024. Le texte de celles reçues après cette date sera affiché sur le site Web du Bureau, dans la langue de l'original uniquement.

II. Contexte

3. Les contributions au présent rapport représentent les points de vue d'États qui ont voté en faveur de la résolution 78/240 et d'États qui ont voté contre. De nombreux États, dont certains qui n'ont pas voté en faveur de la résolution, ont reconnu le rôle que joue cette résolution dans la sensibilisation de la communauté internationale à la question de l'assistance aux victimes, de l'évaluation environnementale et de la remise en état de l'environnement, et dans la mobilisation d'un plus grand soutien de la part de cette dernière. Un État a expliqué pourquoi il s'opposait à la résolution, qu'il considère comme une tentative d'établir un régime international de responsabilité qui ne tient pas compte des efforts bilatéraux ou nationaux en cours.

4. De nombreux États ont souligné leur engagement en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires et de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires. Plusieurs États ont souligné que l'élimination complète et la stigmatisation des armes nucléaires sont le seul moyen de se prémunir contre l'emploi et la menace de l'emploi de ces armes et d'éviter de faire de nouvelles victimes et de contaminer l'environnement encore davantage. Un État a souligné que les armes nucléaires constituent également une menace sérieuse pour l'exercice des droits humains et, par conséquent, une menace pour l'ordre démocratique international. Un État a attiré l'attention sur sa législation nationale, qui interdit les armes nucléaires et les navires à propulsion nucléaire dans ses eaux, son espace aérien et son territoire, et sur le rôle qu'il a joué dans les efforts visant à faire cesser les essais nucléaires dans sa région.

5. Les États ont fortement soutenu les initiatives promouvant l'assistance aux victimes ainsi que l'évaluation et la remise en état de l'environnement, et ont souligné l'importance de la coopération et de l'assistance internationales à cet égard. Plusieurs États ont souligné la responsabilité des États Membres qui ont utilisé ou mis à l'essai des armes nucléaires s'agissant de la réparation des préjudices subis par le passé, et un État a reconnu la responsabilité partagée par l'ensemble de la communauté

internationale pour ce qui est de remédier aux conséquences de l'héritage des armes nucléaires. Les États touchés par des essais d'armes nucléaires menés sur leur territoire ont souligné l'importance persistante de la transparence accrue, de la justice nucléaire, des réparations et indemnisations, des garanties de non-répétition des essais nucléaires et de la commémoration de l'héritage des armes nucléaires.

Conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi et de la mise à l'essai d'armes nucléaires

6. De nombreux États ont souligné les conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques liées à l'utilisation ou à l'essai d'armes nucléaires. Certains États se sont dits préoccupés par les conséquences de l'utilisation et de la mise à l'essai d'armes nucléaires par le passé, notamment les problèmes de santé physique et psychosociale intergénérationnels, les dommages et la contamination subis par l'environnement, les déplacements de population et la perte des moyens de subsistance, le fardeau économique et le sentiment d'injustice. Il a été avancé que même une seule explosion nucléaire dépasserait toute capacité d'intervention humanitaire et que l'utilisation d'une arme nucléaire pourrait conduire à une nouvelle escalade nucléaire. Certains États ont fait référence à des études réalisées par des organisations internationales qui ont montré qu'aucun État ou organisme international ne serait en mesure de faire face à l'urgence humanitaire immédiate et aux conséquences à long terme qui suivraient l'explosion d'une arme nucléaire dans une zone peuplée, ni de fournir une assistance adéquate aux personnes touchées.

7. Les États qui ont soumis des avis et des propositions ont été nombreux à souligner les effets des rayonnements immédiats et résiduels causés par les détonations nucléaires sur les problèmes de santé à long terme tels que le cancer, les mutations génétiques et les malformations congénitales chez les générations futures. Une étude médicale menée par un État touché par la mise à l'essai d'armes nucléaires a révélé que même quatre à cinq décennies plus tard, le taux d'incidence annuelle moyen de maladies parmi la population touchée et ses descendants était significativement plus élevé que dans les groupes de contrôle, et ce pour la plupart des catégories et classes de maladies. Une étude commandée par le même État a également révélé que le taux de mortalité générale au sein de la population exposée aux rayonnements était significativement plus élevé que dans le groupe de contrôle, tandis qu'une autre étude commandée par un État ayant procédé à des essais nucléaires a montré que le taux de mortalité générale chez les militaires ayant participé aux essais restait inférieur à celui parmi la population générale. La question des effets disproportionnés des rayonnements ionisants sur différentes catégories de population, notamment sur les femmes et les filles, les peuples autochtones et d'autres communautés marginalisées, a été désignée par certains États comme un domaine nécessitant une plus grande attention. On a attiré l'attention non seulement sur les incidences physiques de l'utilisation et de la mise à l'essai d'armes nucléaires, mais aussi sur leurs conséquences psychosociales.

8. De nombreux États ont également attiré l'attention sur les conséquences environnementales de l'utilisation et de la mise à l'essai d'armes nucléaires et sur la nécessité de remettre en état l'environnement dans les régions touchées. Il a été déclaré que l'utilisation et la mise à l'essai d'armes nucléaires ont contaminé l'air, le sol et l'eau et ont eu des répercussions durables sur l'environnement et perturbé les écosystèmes. Les effets actuels et futurs des changements climatiques sur l'intégrité structurelle des sites de stockage de matières nucléaires ont également été cités comme un sujet de préoccupation croissante.

9. Certains États ont souligné la nécessité de sensibiliser la population aux conséquences catastrophiques des armes nucléaires. À cet égard, les Conférences sur les incidences humanitaires des armes nucléaires tenues à Oslo en 2013, à Nayarit (Mexique) en 2014 et à Vienne en 2014 et 2022 ont été l'occasion de présenter les résultats des recherches scientifiques sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires et les risques qui y sont associés.

10. De nombreux États ont demandé la tenue de recherches supplémentaires et l'étoffement des connaissances de fond sur les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires. Ils ont rappelé les différentes études qu'ils ont commandées pour approfondir les connaissances sur cette question. Par exemple, on a cité une étude qui compilait les résultats des recherches universitaires des 15 dernières années concernant les conséquences et les risques humanitaires des armes nucléaires, y compris l'effet des nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle, sur la prise de décisions liées à la question nucléaire. Par ailleurs, des études concernant les effets des essais nucléaires sur l'environnement et les populations ont été commandées par les États qui ont procédé à des essais nucléaires. Des recherches et des enquêtes informelles ont également été menées par les États touchés par les essais nucléaires. Enfin, des organisations régionales telles que le Forum des îles du Pacifique ont mené des travaux pour recenser les études existantes sur l'héritage des essais nucléaires dans la région et identifier les lacunes dans les connaissances sur la question.

11. Certains États ont fait remarquer que la transparence de la part de ceux qui ont effectué des essais nucléaires est un préalable nécessaire à l'obtention de données scientifiques exactes qui, à leur tour, permettraient d'éclairer la recherche et la production de connaissances. Un État touché par la mise à l'essai d'armes nucléaires a souligné les efforts qu'il fait pour promouvoir la déclassification des documents et la suppression des caviardages dans les documents déjà rendus publics par l'État qui a procédé à des essais nucléaires sur son territoire. Un État qui avait procédé à des essais nucléaires par le passé a souligné que la quasi-totalité de ses archives relatives à ces essais dans une région avaient déjà été déclassifiées.

III. Liens avec les cadres existants et les traités connexes

12. Les États qui ont soumis leurs vues et propositions ont été nombreux à demander que les efforts d'assistance aux victimes et de remise en état de l'environnement fassent l'objet de débats plus approfondis lors des manifestations permanentes et que toutes les parties prenantes participent à ces efforts. Certains États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont estimé que l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement devraient avoir leur place dans le cadre du Traité. Un État a rappelé qu'il avait coordonné une déclaration commune sur l'incidence humanitaire des armes nucléaires et une manifestation parallèle sur la question, organisée en marge des Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité.

13. Les États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et un État ayant observé les Réunions des États parties au Traité ont souligné la contribution du Traité et les obligations positives contenues dans les articles 6 et 7 de ce dernier en ce qui concerne la réparation des préjudices subis dans le passé et l'assistance aux communautés touchées. Ils ont noté que le Traité mentionnait explicitement l'effet disproportionné des armes nucléaires sur les femmes et les filles, notamment en raison des rayonnements ionisants, et sur les peuples autochtones. Les États parties au Traité ont fait référence au Plan d'action de Vienne adopté lors de la première Réunion des États parties, dans lequel des mesures spécifiques pour la mise en œuvre du Traité ont

été définies, et au débat thématique sur l'incidence humanitaire des armes nucléaires qui a eu lieu lors de la deuxième Réunion. De nombreux États parties ont attiré l'attention sur les travaux intersessions que mène actuellement le groupe de travail informel sur les articles 6 et 7, dirigé par le Kazakhstan et Kiribati. Les contributions du Groupe consultatif scientifique du Traité et du processus consultatif récemment mis en place sur les préoccupations des États en matière de sécurité dans le cadre du Traité ont également été reconnues.

14. Les signataires du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont également souligné la contribution de cet instrument à l'établissement d'une norme mondiale interdisant les essais nucléaires. Les États visés à l'annexe II du Traité ont été invités à le ratifier afin qu'il puisse entrer en vigueur. Plusieurs États Membres qui ont mené des essais d'armes nucléaires par le passé ont réaffirmé leur engagement en faveur des moratoires volontaires sur les essais de dispositifs explosifs nucléaires en attendant l'entrée en vigueur du Traité.

15. Il a également été noté que des initiatives avaient été prises dans le cadre de l'Assemblée générale, notamment par l'intermédiaire de résolutions relatives au rétablissement de la santé de la population, à la régénération de l'environnement et au développement économique d'une région ayant servi de site d'essais nucléaires. Des manifestations parallèles consacrées au désarmement nucléaire ont également été organisées pendant les sessions de l'Assemblée. Certains États ont observé que des débats informels étaient en cours concernant une nouvelle étude scientifique mondiale, qui pourrait être commandée par l'Assemblée, sur les effets de l'hiver nucléaire et les risques associés.

16. Les zones exemptes d'armes nucléaires ont également été citées comme des contributions au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire. En outre, un État qui possède des armes nucléaires a rappelé son moratoire volontaire sur la production de matières fissiles destinées à être utilisées dans des dispositifs explosifs nucléaires et a demandé l'ouverture immédiate et la conclusion rapide de négociations, à la Conférence du désarmement, sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

IV. Efforts et besoins actuels en matière d'assistance aux victimes, d'évaluation environnementale et de remise en état de l'environnement

Réparations et indemnisations financières

17. Les États qui ont soumis des avis et des propositions ont été nombreux à noter le fardeau économique que représentent pour les régions et les pays touchés la reconstruction des infrastructures, la fourniture de soins médicaux et la gestion de la remédiation environnementale. Deux États touchés par les essais d'armes nucléaires ont demandé une plus grande indemnisation, notamment au moyen de l'assistance aux victimes. Les États qui ont mené des essais nucléaires ont mis en place des dispositifs d'indemnisation et de règlement financier, notamment en adoptant des textes législatifs sur la question et en concluant des accords avec les États touchés. Un État ayant procédé à des essais nucléaires a attiré l'attention sur sa législation nationale, par laquelle il a établi un programme administratif pour traiter les demandes d'indemnisation liées aux essais nucléaires atmosphériques et à l'emploi dans l'industrie de l'uranium.

Efforts et besoins actuels en matière d'assistance aux victimes

18. Les États touchés par l'utilisation ou la mise à l'essai d'armes nucléaires ont mis en place une législation interne et divers programmes qui régissent les services tels que les services médicaux, les indemnisations en espèces, les allocations et d'autres services de protection sociale. Un État touché par les essais d'armes nucléaires a souligné qu'il offrait des services spéciaux aux femmes vivant dans des territoires présentant un risque radiologique, tels que des congés de grossesse et des congés de maternité plus longs, et versait des allocations mensuelles d'invalidité aux personnes souffrant de handicaps liés à l'exposition aux radiations. Plusieurs États qui ne mènent pas d'essais nucléaires ont indiqué qu'ils avaient mis en place une législation et des programmes nationaux prévoyant des prestations pour les anciens militaires qui avaient participé aux essais d'armes nucléaires d'autres États ou qui avaient pu être exposés à des rayonnements ionisants au cours de leurs déploiements.

19. Un État touché par les essais d'armes nucléaires a fait savoir qu'il avait créé un registre destiné à suivre l'historique médical à long terme des victimes des essais nucléaires et de leurs descendants, à consigner les doses de radiation subies, à surveiller l'état de santé des personnes concernées et à mener des recherches sur l'incidence des rayonnements sur la santé et la mortalité de la population touchée. Cet État a également attiré l'attention sur diverses initiatives liées à l'identification des victimes et à l'évaluation des effets des essais nucléaires, notamment la création d'un conseil d'experts chargé d'examiner, entre autres, les conséquences médicales, psychologiques et sociales des essais nucléaires, l'élaboration de critères pour l'identification des groupes à risque et la création et la mise en œuvre de nouvelles technologies destinées à consigner, analyser et traiter les conséquences médicales et sociales de l'exposition aux rayonnements.

20. Certains États ont toutefois attiré l'attention sur plusieurs problèmes qui compromettent l'efficacité des mesures d'assistance aux victimes. Il ont cité notamment l'absence de normes internationales définissant le statut de victime et l'insuffisance des connaissances concernant les effets immédiats et à long terme de l'utilisation ou de la mise à l'essai d'armes nucléaires sur la santé humaine, en particulier sur la santé reproductive des femmes, ainsi que leurs conséquences socioéconomiques, environnementales et culturelles.

21. Compte tenu de la possibilité que des armes nucléaires soient utilisées ou mises à l'essai à l'avenir, un État a demandé l'élaboration ou l'actualisation des plans d'urgence nationaux afin d'y inclure des mesures claires d'assistance aux victimes. Il a également appelé les États à organiser régulièrement des activités de formation et de renforcement des capacités du personnel chargé des interventions d'urgence afin de pouvoir réagir rapidement et de manière coordonnée en cas d'utilisation ou de mise à l'essai d'armes nucléaires à l'avenir. Des campagnes de sensibilisation du public et des programmes éducatifs pourraient être mis en place pour informer la population sur les protocoles de sécurité à suivre en cas d'emploi ou de mise à l'essai d'armes nucléaires et sur les droits des victimes de rayonnements.

Efforts et besoins actuels en matière d'évaluation environnementale et de remise en état de l'environnement

22. Des efforts ont été entrepris, tant par les États qui ont procédé à des essais nucléaires que par ceux qui ont été touchés par ces essais, pour réaliser des études environnementales en vue d'orienter les activités de remédiation environnementale et d'élimination des déchets. Un État touché par les essais nucléaires a fait part de son expérience en matière de réalisation d'études environnementales approfondies, et notamment de la manière dont il fait la distinction entre, d'une part, les territoires qui présentent un risque radiologique pour la population et nécessitent l'adoption d'un

statut juridique spécial pour être convertis en zone de sûreté nucléaire et, d'autre part, les territoires qui ne présentent pas de risque radiologique, dont le retrait de la catégorie des zones d'accès restreint pourrait être recommandé. Cet État a également indiqué qu'il avait mis au point de nouvelles méthodes d'identification et d'évaluation des déchets nucléaires. Un État ayant procédé à des essais nucléaires a déclaré que, bien que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ait conclu qu'il n'était pas nécessaire de continuer à surveiller l'environnement de certains atolls ayant servi de site d'essai, il avait décidé de continuer d'effectuer des prélèvements environnementaux périodiques et avait rendu publics les résultats de ces analyses.

23. Un État touché par les essais d'armes nucléaires a souligné qu'il avait récemment adopté une loi sur la sûreté et la sécurité nucléaires aux alentours d'un ancien site d'essais. Il a décrit également les efforts déployés pour faire la distinction entre les terres excessivement contaminées et les terres relativement propres, pour remettre en état les terres et pour retransférer les terres relativement propres au domaine public. Il a par ailleurs achevé la destruction, le démantèlement et la décontamination d'infrastructures et d'installations militaires et a converti un ancien site d'essai en installation de recherche scientifique.

V. Efforts et propositions en matière de coopération et d'assistance internationales

24. Les États se sont penchés sur les nombreuses activités de coopération et d'assistance internationales liées à l'aide aux victimes et à la remise en état de l'environnement qui ont été menées, à la fois entre États et par l'intermédiaire d'organisations internationales. Un État touché par l'utilisation d'armes nucléaires a fourni une assistance aux pays touchés par des essais nucléaires, notamment en développant des équipements médicaux et en améliorant les soins médicaux au niveau local. L'État a également noté que ses associations médicales locales, ses universités, ses hôpitaux, ses instituts de recherche et d'autres organisations apparentées avaient entrepris des activités liées à la formation et à la recherche sur les effets de l'exposition aux rayonnements. Un État touché par les essais d'armes nucléaires a exprimé sa volonté de partager avec d'autres États touchés par ces essais les compétences et l'expérience acquises dans le cadre de ses efforts d'assistance aux victimes et de remise en état de l'environnement, dans le strict respect des normes internationales. Il a également attiré l'attention sur les initiatives prises avec les États dotés d'armes nucléaires pour, entre autres, détruire et décontaminer les infrastructures et les installations militaires.

25. Un État a rappelé qu'il apportait son soutien en intervenant en cas d'incident dans les centrales nucléaires, par l'intermédiaire de l'AIEA et de la Commission internationale de protection radiologique. Un État a également reconnu la contribution qu'apportent les programmes conjoints avec l'AIEA à la mise en œuvre de projets visant à fermer les anciens sites d'essais nucléaires, à réhabiliter les terres et les zones touchées par la contamination radioactive et à dispenser une formation professionnelle dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la protection contre les effets des rayonnements ionisants.

26. De nombreux États ont appelé à la poursuite de la coopération et de l'assistance internationales pour faire face à l'héritage des armes nucléaires. Il a notamment été suggéré de soutenir financièrement l'assistance aux victimes et la remédiation environnementale, ainsi que la mise en commun des connaissances et la fourniture d'une expertise technique. Il a été affirmé que la collaboration internationale visant à apporter un soutien tangible aux personnes touchées par les essais d'armes nucléaires nécessitait l'adhésion de toutes les parties prenantes concernées. En outre, il a été

noté que les besoins potentiels ou les demandes d'aide internationale devraient être traités sur la base d'une analyse scientifique et devraient tenir compte de facteurs tels que le genre et l'âge, afin de garantir l'efficacité de l'assistance fournie. Un État a exprimé sa volonté d'étudier les possibilités de coopération pratique en vue de remédier aux effets disproportionnés de l'essai ou de l'utilisation de dispositifs explosifs nucléaires sur les femmes et les filles, ainsi que sur les peuples autochtones et les autres communautés marginalisées.

27. Plusieurs États ont attiré l'attention sur la possibilité de créer un fonds international d'affectation spéciale consacré à l'assistance aux victimes et à la remise en état de l'environnement. Il a été noté que les États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires progressaient dans leur réflexion sur la création d'un fonds international d'affectation spéciale, conformément au Plan d'action de Vienne et comme cela a été réaffirmé lors de la deuxième Réunion des États parties au Traité. Un État a estimé que lors de la création d'un tel fonds, il serait essentiel de reconnaître la responsabilité première des États qui possèdent des armes nucléaires.

28. Enfin, il a été proposé que la communauté internationale organise un colloque sur l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement. Ce colloque pourrait être l'occasion pour les survivants et les États touchés de partager leurs témoignages sur les conséquences humanitaires et environnementales des armes nucléaires et de demander le soutien de la communauté internationale. Les participants comprendraient également la communauté scientifique et les organismes des Nations Unies concernés, tels que le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants.

VI. Observations et conclusions du Secrétaire général

29. Les conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi et de la mise à l'essai d'armes nucléaires sont un problème d'envergure mondiale. Les participants à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 se sont dits gravement préoccupés par le risque que continue de représenter pour l'humanité la possibilité que les armes nucléaires soient utilisées et par les conséquences humanitaires catastrophiques qu'entraînerait un tel emploi. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires dispose que les effets catastrophiques des armes nucléaires ne peuvent être contrôlés de manière satisfaisante, transcendent les frontières nationales, ont des répercussions profondes sur la survie de l'humanité, l'environnement, le développement socioéconomique, l'économie mondiale, la sécurité alimentaire et la santé des générations actuelles et futures.

30. De nombreux États qui ont soumis leurs vues et des propositions ont fait référence aux études récentes menées par divers États et organisations sur les conséquences humanitaires et environnementales des armes nucléaires. À cet égard, il convient de noter que la dernière mise à jour de l'Étude d'ensemble des armes nucléaires, y compris les effets de l'emploi d'armes nucléaires et les conséquences d'une guerre nucléaire (A/45/373), menée dans le cadre d'un mandat de l'Assemblée générale, a été réalisée en 1990. Les États devraient envisager, à la lumière des faits récents et compte tenu de l'intérêt marqué que suscite le sujet, les avantages potentiels d'une nouvelle mise à jour de l'Étude d'ensemble.

31. Des mesures ont été prises en vue de mettre en place des mécanismes de coopération et d'aide internationales en matière d'assistance aux victimes, d'évaluation environnementale et de remise en état de l'environnement, notamment par les États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. À cet égard, la création d'un fonds international d'affectation spéciale volontaire pour l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement pourrait renforcer les efforts

actuels visant à fournir un appui financier et technique aux États et aux populations ayant besoin d'aide. La création d'un tel fonds pourrait également fournir un cadre pour normaliser les demandes liées aux besoins existants et au soutien financier et technique disponible. Le recours à un tel fonds serait conforme à la pratique en vigueur dans d'autres domaines, tels que ceux liés aux droits humains et à l'environnement.

32. L'Organisation des Nations Unies et ses instances doivent rester au cœur des débats sur l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement et notamment sur ceux concernant la mise en place de mécanismes de coopération et d'assistance internationales. Les entités et organismes compétents du système des Nations Unies devraient, le cas échéant, appuyer les efforts visant à approfondir les connaissances sur les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires et faciliter la mise en place d'une coopération et d'une assistance internationales, le cas échéant.

33. Il est recommandé aux États Membres d'étudier les idées et les propositions contenues dans le présent rapport et de poursuivre les débats sur la question, notamment sur les propositions relatives à la coopération et à l'assistance internationales, à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

Annexe

Réponses reçues des gouvernements

Autriche

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

L'Autriche se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux dispositions de la résolution [78/240](#) de l'Assemblée générale intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires ».

L'Autriche considère le désarmement nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et l'édification urgente d'un monde exempt d'armes de destruction massive comme des priorités, que ce soit en matière de politique étrangère ou de sécurité. Elle estime que seules l'élimination complète et la stigmatisation de ces armes peuvent mettre un terme à leur prolifération et au risque inhérent qu'elles représentent, ainsi qu'à leurs conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques. Pour soutenir les efforts internationaux visant à éliminer les armes nucléaires, l'Autriche, comme de nombreux autres États, souligne que ces facteurs et le fait que les risques et les conséquences concernent tous les États doivent être au cœur de tous les débats.

L'Autriche est fière d'être l'un des principaux champions du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, en particulier en ce qui concerne l'aide aux communautés et aux États touchés. Le Traité est entré en vigueur le 22 janvier 2021. L'Autriche a assuré la présidence de la première Réunion des États parties au Traité, qui s'est tenue à Vienne du 21 au 23 juin 2022. À cette occasion, les États parties ont adopté une déclaration et un plan d'action, contribuant ainsi à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'Autriche reste attachée à la mise en œuvre effective et complète du Plan d'action de Vienne et s'est vu confier, à la deuxième Réunion des États parties en 2023, le rôle de coordonnatrice du processus intersessions informel sur les perspectives de sécurité des États parties au Traité. L'Autriche a également organisé une manifestation parallèle sur le thème « Suivi des progrès sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires », qui s'est tenue le 11 octobre 2023 en marge de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

En juin 2022, l'Autriche a organisé à Vienne la quatrième Conférence internationale sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, à laquelle plus de 80 États ont participé. De nouvelles conclusions scientifiques sur les conséquences et les risques humanitaires des armes nucléaires y ont été présentées. Cette conférence fait suite aux conférences d'Oslo et de Nayarit, tenues en 2013, et de Vienne, tenue en 2014. L'Autriche a également coordonné la rédaction d'une déclaration sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires, dont 159 pays se sont portés coauteurs et qui a été présentée à l'occasion de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015. Elle a par ailleurs organisé une manifestation parallèle en marge de la Conférence d'examen de 2020, qui était centrée sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires et s'est tenue le 17 août 2022.

Dans le cadre de la sensibilisation aux conséquences et risques humanitaires catastrophiques des armes nucléaires, le Ministère autrichien des affaires étrangères a fait faire un bilan des nouvelles études dans ce domaine, qui a été publié en juillet

2023. L'objectif était de faire mieux connaître ces conséquences et risques complexes afin de soutenir le travail diplomatique sur le désarmement nucléaire. Ce bilan avait également pour but de contribuer à établir des éléments factuels sur lesquels baser les négociations internationales et l'abandon de la dissuasion nucléaire.

Le document établi par Nick Ritchie et Mikhail Kupriyanov, de l'Université de York, regroupe les recherches universitaires des 15 dernières années sur les conséquences et les risques humanitaires des armes nucléaires. Il fait le point des nouvelles données et connaissances générées par les recherches récentes et l'exploitation de nouvelles technologies et méthodes, qui touchent tout particulièrement aux effets sur l'environnement et aux conséquences humanitaires complexes. Les auteurs se sont notamment intéressés à des études sur l'incidence des nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle, et sur la prise de décisions dans le domaine nucléaire. Le bilan a été présenté pour la première fois en marge de la session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui s'est tenue en août 2023 à Vienne. En outre, le 2 août 2023, l'Autriche a organisé une manifestation parallèle en marge de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération de 2022 à New York, lors de laquelle elle a présenté les résultats du bilan.

L'Autriche fournit un soutien financier important au Groupe consultatif scientifique pour le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Le Groupe prépare des ateliers qui se tiendront à l'occasion de la réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2024 et lors d'autres manifestations liées au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

L'Autriche souligne l'importance d'inviter les organisations telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Comité international de la Croix-Rouge, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'Organisation mondiale de la Santé à participer aux efforts d'évaluation environnementale, d'assainissement et d'assistance aux victimes, en collaboration avec les États touchés.

L'Autriche souligne que les États doivent discuter de l'assistance aux victimes et de l'assainissement de l'environnement dans le cadre des forums régionaux et internationaux, notamment lors des réunions du Comité préparatoire, de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération en 2026, des réunions de la Première Commission de l'Assemblée générale et de la troisième Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

L'Autriche s'est engagée à travailler en étroite collaboration avec d'autres pays, de manière bilatérale, ou avec des organisations concernées en vue d'aider les États touchés à établir des évaluations initiales des retombées humanitaires, sanitaires et environnementales des armes nucléaires, et de leur fournir des conseils d'expert sur les questions techniques et scientifiques. L'Autriche estime que cela est important pour pouvoir fournir un soutien efficace dans le cadre du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, que ce soit en matière d'assistance aux victimes ou de remédiation aux dégâts causés à l'environnement par l'utilisation ou la mise à l'essai d'armes nucléaires, qui ont entraîné de graves problèmes humanitaires dans de nombreux États à travers le monde.

Enfin, l'Autriche exhorte toutes les organisations internationales concernées, les entités des Nations Unies, la communauté scientifique, les représentants du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, les membres des communautés affectées et les autres acteurs concernés à chercher activement à mieux comprendre les conséquences humanitaires et environnementales

de l'utilisation et de la mise à l'essai d'armes nucléaires et des activités qui y sont liées.

Burkina Faso

[Original : français]

[28 mai 2024]

En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, le Burkina Faso pourrait soutenir la mise en œuvre de la résolution [78/240](#) de l'Assemblée générale intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires ».

Cette résolution pourrait représenter une étape importante vers la reconnaissance des conséquences humanitaires et environnementales dévastatrices des essais nucléaires et de l'utilisation d'armes nucléaires.

En soutenant cette résolution, le Burkina Faso exprime sa solidarité envers les victimes des essais nucléaires et de l'utilisation d'armes nucléaires et mesure l'importance de leur apporter une assistance adéquate.

Ensuite, cette résolution affirme l'importance de remettre en état l'environnement dans les régions affectées par les essais nucléaires ou l'utilisation d'armes nucléaires. Dans ce sens, le Burkina Faso pourrait soutenir les efforts visant à atténuer les effets à long terme sur l'environnement et à restaurer les écosystèmes perturbés.

Engagé envers le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires, cette résolution représente pour le Burkina Faso un moyen de sensibilisation contre les conséquences désastreuses de ces armes.

Enfin, cette résolution de la question des victimes et de l'environnement dans les États touchés par les armes nucléaires contribue à promouvoir la paix et la sécurité internationales en réduisant les souffrances humaines et en favorisant la stabilité dans les régions concernées.

Canada

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

La présente communication résume les vues du Canada concernant la résolution [78/240](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires ». Elle fait suite à une note verbale du Bureau des affaires du désarmement (ODA/2024/00018/LONW), envoyée conformément au paragraphe 4 de la résolution susmentionnée, dans laquelle l'Assemblée demande au Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres.

L'importante de l'assistance aux victimes et de la remédiation environnementale

Le Canada apprécie les efforts faits par le Kazakhstan et Kiribati pour attirer l'attention sur la nécessité de prendre des mesures d'assistance aux victimes et de remédiation environnementale au bénéfice des États touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires. Redresser les torts du passé n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi un moyen de faire progresser le désarmement en faisant

mieux connaître les conséquences de l'utilisation et de la mise à l'essai d'armes nucléaires. Le Canada est favorable au renforcement du dialogue et de l'action en matière d'aide aux victimes et de remédiation environnementale, notamment dans le cadre du processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le caractère quasi universel du Traité offre des possibilités de collaboration et de mise en commun d'informations.

La situation au Canada

En tant qu'État non doté d'armes nucléaires, respectant pleinement le Traité sur la non-prolifération et ayant ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Canada n'a ni mis à l'essai ni utilisé d'armes nucléaires. La santé physique de la population civile du Canada n'a pas été affectée de manière significative par les retombées des essais nucléaires.

En 2008, le Ministère canadien de la défense nationale a créé le Programme de reconnaissance des travailleurs atomiques afin de saluer, à titre gracieux, les vétérans de l'armée canadienne et les scientifiques et techniciens qui ont participé à des essais nucléaires à l'étranger ou aux activités de décontamination des Laboratoires de Chalk River au Canada. Environ 700 anciens militaires canadiens ont participé à un total de 29 essais d'armes nucléaires menés par le Royaume-Uni et les États-Unis entre 1946 et 1963.

L'organisme canadien de réglementation nucléaire, la Commission canadienne de sûreté nucléaire, n'a participé à aucune activité de remédiation environnementale comme suite à la mise à l'essai ou à l'utilisation d'armes nucléaires. Elle est toutefois intervenue lors des incidents survenus dans les centrales nucléaires de Chornobyl, en Ukraine (1986), et de Fukushima, au Japon (2011), par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Commission internationale de protection radiologique. À l'heure actuelle, la Commission canadienne de sûreté nucléaire réglemente l'assainissement des sols contenant des déchets de faible activité et l'enlèvement des déchets industriels dans la municipalité de Port Hope, en Ontario.

Perspectives

Le Canada est conscient que d'importants obstacles entravent une réponse internationale efficace dans ce domaine, notamment l'absence de normes internationales définissant le statut de victime ou l'absence de reconnaissance internationale des effets immédiats et à long terme de l'utilisation ou des essais d'armes nucléaires sur la santé humaine (en particulier la santé reproductive des femmes), les infrastructures et l'environnement. La poursuite des recherches, notamment sur les effets disproportionnés des rayonnements ionisants sur les femmes et les filles, et la mise en commun d'informations seront essentielles à cet égard.

Le Canada est disposé à étudier les possibilités de coopération pratique en matière d'assistance aux victimes et de remédiation environnementale, en vue de remédier aux effets disproportionnés des essais ou de l'utilisation d'armes nucléaires sur les femmes et les filles, les peuples autochtones et les autres communautés marginalisées. En tant que membre du Groupe des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Canada continuera également de promouvoir l'entrée en vigueur du traité en tant que garantie ultime contre les essais nucléaires.

États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Prie le Secrétaire général de solliciter les vues et les propositions des États Membres sur les mesures et les besoins existants en ce qui concerne d'une part l'assistance aux victimes et d'autre part l'évaluation environnementale et la remise en état de l'environnement, et de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport de fond assorti d'une annexe contenant ces vues, dans la perspective de futurs débats entre les États Membres.

Les États-Unis ont reconnu il y a déjà longtemps les effets de leur programme d'essais nucléaires et continuent de fournir une assistance technique, des ressources et une aide financière importantes aux personnes et aux communautés touchées. L'ampleur des actions que nous avons menées et que nous continuons de mener à cet égard témoigne du sérieux avec lequel nous prenons cette question. Nous notons que l'intention à la base de la résolution 78/240, intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires », est de faire passer la question de l'assistance aux victimes au premier plan.

Nous n'oublions pas les essais nucléaires effectués par le passé dans les Îles Marshall. Nous honorons la contribution des Marshallais et sommes conscients de la dureté des épreuves qu'ils ont connues. Depuis que le programme d'essais nucléaires a été mis en œuvre, les États-Unis ont versé plus de 600 millions de dollars aux communautés touchées. Nous avons versé plus d'un milliard de dollars, corrigé de l'inflation, notamment, directement, pour le règlement financier des demandes d'indemnisation, l'alimentation des fonds de financement de la réinstallation et la réhabilitation des atolls touchés, ainsi que pour la surveillance radiologique permanente, l'assistance technique et les coûts des soins de santé liés à l'exposition aux rayonnements.

Avant la signature de l'Accord de libre association de 1986 et de ses accords connexes, les États-Unis ont fourni une assistance financière et technique pour remédier aux conséquences des essais nucléaires pendant la période de tutelle. Cette assistance comprend un montant d'environ 250 millions de dollars pour la décontamination en soi, la remise en état de l'environnement, la réinstallation et l'indemnisation, ainsi que pour la surveillance de l'environnement et l'aide médicale aux populations touchées.

Les États-Unis ont accepté depuis longtemps leur responsabilité envers les citoyens de la République des Îles Marshall. Le règlement intégral et définitif dont ils sont convenus avec celle-ci dans le cadre de l'Accord de libre association de 1986 et d'un accord subsidiaire connexe est le moyen par lequel ils assument cette responsabilité. L'Accord de 1986 et l'accord subsidiaire visé à la section 177 de celui-ci constituent le règlement intégral de toutes les demandes, passées, présentes et futures, liées de quelque manière que ce soit au programme d'essais des États-Unis. Indépendamment de l'assistance fournie en lien avec ce programme, les États-Unis continuent d'apporter une aide importante à la République des Îles Marshall afin qu'elle parvienne à une autosuffisance économique durable dans les secteurs clés que sont l'environnement, la santé, l'éducation, le développement du secteur privé et les infrastructures, ainsi qu'une aide à la prestation de services publics de base, notamment des services postaux.

Les États-Unis ont également adopté une législation pour la gestion des problèmes liés aux armes nucléaires sur leur territoire. La loi intitulée *Radiation*

Exposure Compensation Act (loi relative à l'indemnisation de l'irradiation), promulguée en 1990, porte ainsi institution d'un programme administratif pour les demandes d'indemnisation liées aux essais nucléaires atmosphériques et à l'emploi dans le secteur de l'uranium. Elle prévoit le versement d'une somme forfaitaire aux personnes susceptibles d'avoir développé un cancer ou d'autres maladies bien précises après avoir été exposées à des rayonnements en raison de la mise à l'essai d'armes atomiques ou de l'extraction, du broyage ou du transport d'uranium. À ce jour, le Département de la justice des États-Unis a versé plus de 2,6 milliards de dollars à plus de 41 000 demandeurs. Le programme institué par la loi en question doit prendre fin en juin 2024, mais des propositions ont été faites en vue de sa prorogation ou de son élargissement. Ces propositions sont à l'étude.

Outre l'assistance technique et les ressources financières fournies, les États-Unis soutiennent pleinement le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et sont résolus à œuvrer à son entrée en vigueur. Depuis 1992, pour atteindre les objectifs de ce traité, les États-Unis appliquent un moratoire sur les essais nucléaires explosifs. Ils demandent à tous les États dotés d'armes nucléaires de déclarer ou de continuer d'appliquer de tels moratoires.

Les États-Unis estiment que le rapport du Secrétaire général pourrait donner une idée des questions d'assistance et de remise en état de l'environnement qui ont déjà été réglées ou traitées. À cette fin, ce rapport devrait être équilibré et rendre compte des points de vue de tous les États Membres.

France

[Original : français]

[31 mai 2024]

La France remercie le Secrétaire général de la possibilité de soumettre ses vues à son examen, conformément à la résolution 78/240 intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires » adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 2023.

La France soutient les réflexions engagées sur les mesures d'assistance aux victimes et de remédiation liées à l'utilisation des armes nucléaires. Cela étant, la France souhaite rappeler qu'elle n'a pas été en mesure de soutenir la résolution 78/240. Le texte affirmait l'émergence d'éléments de connaissance nouveaux sur les conséquences des essais, malgré l'absence de référence à des études scientifiques conclusives. Il visait à établir un régime de responsabilité internationale qui ignore les efforts bilatéraux ou nationaux en cours, auxquels la France est attachée, tout en appelant à systématiser le partage d'informations techniques et scientifiques qui peuvent toucher à la sécurité internationale et aux considérations de non-prolifération.

1) La France, premier État doté de l'arme nucléaire à avoir signé et ratifié (avec le Royaume-Uni) le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, assume pleinement ses responsabilités et met tout en œuvre pour indemniser l'ensemble des victimes des essais nucléaires.

À l'issue de la dernière campagne d'essais, la politique de transparence décidée par le Président de la République s'est traduite par la réalisation, à la demande du gouvernement français, d'études internationales sur l'évaluation des effets des expérimentations sur l'environnement et les populations. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a conduit une étude en 1998 sur la situation radiologique actuelle et future des atolls de Mururoa et Fangataufa après 30 ans d'essais. Bien que l'expertise de l'Agence ait conclu « qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre la

surveillance de l'environnement de Mururoa à des fins de protection radiologique », depuis cette date, la France a décidé de poursuivre cette surveillance sous la forme de prélèvements périodiques dans l'environnement qui n'ont jusqu'ici indiqué aucune anomalie. Par souci de transparence, les résultats de ces analyses sont publics.

2) La France s'est ainsi inscrite dans une démarche de transparence afin de faciliter la documentation sur les essais nucléaires. À cet effet, une commission d'ouverture des archives des essais nucléaires en Polynésie française a été instituée le 5 octobre 2021 par le Ministère des armées. Cette structure a permis de réunir, dans un cadre interministériel, les représentants de la Polynésie française avec ceux des différentes administrations et services d'archives conservant des sources documentaires sur le sujet. La transparence est désormais quasi totale puisque l'essentiel des archives (plus de 120 000 documents à ce stade) a déjà été déclassifié.

3) La loi « relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français », qui deviendra la loi dite « Morin » n° 2010-2 du 5 janvier 2010, met en place un dispositif d'indemnisation des victimes. Cette loi a créé un régime uniforme, un guichet unique et une commission d'instruction, le Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN). Cette loi prévoit ainsi que dès lors qu'un demandeur satisfait aux conditions de temps, de lieu et de pathologie prévues par l'article 2, il bénéficie de la présomption de causalité entre l'exposition aux rayonnements ionisants due aux essais nucléaires français et la survenance de sa maladie. Cette présomption ne peut être renversée que si l'administration établit que la pathologie de l'intéressé résulte exclusivement d'une cause étrangère à l'exposition aux rayonnements ionisants due aux essais nucléaires, en particulier parce qu'il n'a subi aucune exposition à de tels rayonnements.

À Papeete le 27 juillet 2021, le Président de la République, Emmanuel Macron, a reconnu la dette de la France envers la Polynésie française pour les essais nucléaires réalisés de 1966 à 1996 dans le Pacifique et s'est engagé à mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à compléter l'action de l'État pour le traitement de ces dossiers (réexamen des demandes d'indemnisation ayant déjà fait l'objet de décisions de rejet ; allongement de trois ans du délai de dépôt d'un dossier d'indemnisation pour les victimes d'essais nucléaires et leurs ayants droit).

Depuis le 1^{er} janvier 2022, une démarche de prospection et d'aide à la constitution des dossiers de demandes d'indemnisation au titre de la loi Morin auprès du CIVEN a été mise en place.

Voir aussi une sélection d'éléments de bibliographie disponibles en source ouverte¹.

¹ Rapport d'information n° 856 fait au nom de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois sur la mise en œuvre de la loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français ; *La dimension radiologique des essais nucléaires français en Polynésie : à l'épreuve des faits*, rapport du Ministère de la défense (2006, ISBN-10: 2110967803) ; et *Radiological Situation at the Atolls of Mururoa and Fangataufa*, International Atomic Energy Agency *Radiological Assessment Reports Series* (STI/PUB/1028 – ISBN 92-0-101198-9).

Îles Marshall

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Contexte

Les Îles Marshall ont accédé à l'indépendance après la fin du régime de tutelle de l'ONU administré par les États-Unis d'Amérique. Le 21 octobre 1986, les Îles Marshall et les États-Unis ont conclu un Accord de libre association, qui a ouvert la voie à l'indépendance des Îles Marshall et fixé les conditions de leur libre association avec les États-Unis. Cet Accord visait également à régler les problèmes hérités de la période des essais nucléaires dans les Îles Marshall.

De 1946 à 1958, les États-Unis ont utilisé les Îles Marshall comme site d'essais nucléaires et y ont mené 67 essais confirmés pendant cette période. Le plus tristement célèbre de ces essais est celui mené le 1^{er} mars 1954 sur l'atoll de Bikini, lors duquel les États-Unis ont fait détonner la bombe Castle Bravo, qui reste l'arme nucléaire la plus puissante jamais utilisée par ce pays dans le cadre d'essais nucléaires.

Les habitants de quatre atolls ont été déplacés afin que ces derniers puissent être utilisés pour les essais d'armes nucléaires. Les habitants de l'atoll de Bikini ont été déplacés vers l'atoll de Rongerik, puis vers l'île de Kili, où ils demeurent encore aujourd'hui en raison de la contamination de la flore et de la faune de l'atoll de Bikini. L'île de Kili a subi de graves inondations du fait de l'élévation du niveau de la mer causée par les changements climatiques. L'élévation du niveau de la mer peut être observée tant sur les côtes qu'au centre de l'île. Les changements climatiques et leurs effets sur l'île de Kili rendent très probable un deuxième déplacement des personnes déjà déplacées de l'atoll de Bikini en conséquence directe des essais nucléaires.

Sur l'atoll d'Enewetak, un autre des atolls ayant servi de site d'essais d'armes nucléaires, un dôme en béton demeure sur l'île de Runit. Ce dôme en béton contient les vestiges des essais nucléaires, notamment des matières nucléaires, des déchets radioactifs et toxiques et des équipements démantelés. Au début des années 1990, des documents déclassifiés par le Département d'État des États-Unis ont dévoilé que l'administration américaine avait ordonné que 150 tonnes de sols contaminés provenant d'un site d'essais nucléaires au Nevada soient transportées jusqu'à Runit puis dissimulées sous le dôme. Pour compliquer les choses, l'Accord prévoyait le transfert des responsabilités relatives au dôme de Runit des États-Unis aux Îles Marshall, sans en préciser les contenus. Au fil des ans, l'intégrité du dôme de Runit a été compromise et, du fait de l'élévation du niveau de la mer causée par les changements climatiques, le dôme est aujourd'hui partiellement submergé lors des grandes marées. Cette situation a suscité de vives inquiétudes dans les Îles Marshall et chez leurs voisins du Pacifique.

La question des déplacements et du dôme de Runit suscite un vif mécontentement lorsqu'on se demande si la transition entre l'administration par les États-Unis sous la tutelle de l'ONU et l'accession à l'indépendance et à la démocratie a été juste. La disposition de l'Accord concernant le transfert de la responsabilité du dôme de Runit aux Îles Marshall ainsi que la disposition limitant le montant total des indemnités liées à la période des essais nucléaires à 150 millions de dollars restent des causes de mécontentement. En 2003, lors de la première renégociation de l'Accord, ces questions n'ont pu être résolues et la situation est restée inchangée. De 2022 à 2023, l'Accord a fait l'objet d'une deuxième révision et, une fois de plus, ces dispositions n'ont pas été ouvertes à la négociation et le statu quo demeure.

Le dilemme auquel font face les Îles Marshall est que l'étendue totale des dommages causés par l'héritage nucléaire reste entourée de secret et n'était pas

connue lorsque l'Accord a été conclu en 1986. Ce fait a été mis en évidence suite à la déclassification de documents par le Département d'État des États-Unis au début des années 1990, qui a mis au jour des informations qui ont suscité encore plus d'interrogations. Depuis, aucun autre document relatif à la période des essais nucléaires dans les Îles Marshall n'a été déclassifié. En septembre 2000, les Îles Marshall ont demandé au Congrès américain de reconnaître les nouvelles circonstances découlant de ces découvertes, mais 24 ans plus tard, cette demande reste lettre morte.

La plus récente version révisée de l'Accord contient des dispositions visant à améliorer la mise en commun d'informations. Le Gouvernement marshallais espère que cela mènera à la déclassification de nouveaux documents et au rétablissement des passages caviardés dans les documents déclassifiés au début des années 1990. Toutefois, seul l'avenir nous dira si c'est le cas. Les dernières modifications apportées à l'Accord prévoient également la création d'un musée sur l'héritage nucléaire des Îles Marshall, mais il s'est avéré impossible d'engager un dialogue constructif concernant les incidences des essais nucléaires sur les droits humains.

La justice nucléaire par l'intermédiaire des piliers de la justice transitionnelle

En 2022, les Îles Marshall et un groupe d'États insulaires en développement du Pacifique, à savoir les Fidji, Nauru, le Samoa et Vanuatu, ont présenté une résolution au Conseil des droits de l'homme demandant une assistance technique pour remédier aux conséquences de l'héritage nucléaire sur les droits humains. La résolution [51/35](#) du Conseil des droits de l'homme, intitulée « Assistance technique et renforcement des capacités pour faire face aux incidences sur les droits de l'homme des essais nucléaires menés dans les Îles Marshall », a été adoptée sans être mise aux voix le 7 octobre 2022. Cette résolution fait état de la nécessité d'adopter une approche fondée sur la justice transitionnelle pour faire face aux incidences des essais nucléaires sur les droits humains. Pour les Îles Marshall, il est nécessaire de faire face au passé en s'appuyant sur les piliers que sont la vérité, la justice, les réparations, les garanties de non-répétition et la commémoration afin de garantir un avenir fondé sur la démocratie, où la confiance est rétablie entre le peuple, son gouvernement et les États-Unis en tant qu'ancien administrateur du régime de tutelle, étant donné le maintien de l'accord de libre association.

La vérité est un pilier fondamental nécessaire à une transition juste entre la colonisation et la mise sous tutelle d'une part, et l'indépendance et la démocratie d'autre part, en particulier dans le contexte de la justice transitionnelle. Pour les Îles Marshall, il est essentiel d'établir la vérité sur les essais nucléaires menés pendant sa tutelle afin de déterminer ce qui serait juste en termes d'attribution des responsabilités (justice) et ce qui devrait être fait pour remédier à l'ensemble des problèmes causés (réparations). Ces mesures aideront également à assurer la commémoration et la mise en place de garanties de non-répétition. Ces questions étant restées en suspens pendant si longtemps, les Îles Marshall doivent maintenant faire face non seulement aux difficultés causées par l'héritage nucléaire, mais également à l'élévation de plus en plus rapide du niveau de la mer causée par les changements climatiques, qui vient aggraver la situation.

À cet égard, il est de plus en plus urgent de percer le voile de silence qui entoure la période des essais nucléaires et de dissiper les écrans de fumée qui dissimulent la vérité. Pour permettre une réconciliation et avancer ensemble, la vérité doit être révélée, la justice doit être rendue, les réparations doivent être complètes, des garanties de non-réurrence doivent être mises en place et nous devons commémorer le douloureux héritage laissé par les armes nucléaires. Pour citer l'ancien Ministre des affaires étrangères des Îles Marshall, feu Tony DeBrum, qui a consacré sa vie à

établir la vérité et à faire rendre des comptes aux responsables de l'héritage nucléaire des îles, il ne sera possible de tourner la page que quand tout aura été dit.

Justice nucléaire et ordre international démocratique

S'agissant de la question de la démocratie, il est également important de reconnaître la menace que les armes nucléaires font peser sur l'ordre international démocratique. De par leur nature, les armes nucléaires frappent sans discrimination et leurs effets néfastes se ressentent sur plusieurs générations. L'exemple des Îles Marshall prouve que les armes nucléaires affectent les droits humains et l'environnement sur plusieurs générations, que leur nature aveugle menace les femmes, les enfants et même les bébés à naître, et que leur essai et leur utilisation ont des conséquences catastrophiques. De par leur nature, les armes nucléaires constituent une menace sérieuse pour la jouissance des droits humains et, par conséquent, une menace pour la démocratie. L'existence même des armes nucléaires et la capacité de certains États à les utiliser ont un effet coercitif qui risque de déséquilibrer l'ordre international démocratique et asseoir l'hégémonie des puissances nucléaires. La gouvernance internationale serait plus équilibrée et plus démocratique en l'absence de la menace que représentent les armes nucléaires, d'où l'importance de continuer à œuvrer en faveur d'un désarmement nucléaire complet.

Recommandation

Les dispositions de la note d'orientation du Secrétaire général sur la justice transitionnelle comme outil stratégique au service des personnes, de la prévention et de la paix¹, adoptée en juin 2023, ainsi que son approche de la justice transitionnelle fondée sur des éléments clés normatifs, stratégiques, inclusifs, tenant compte des questions de genre et transformateurs, doivent également être appliquées pour faire face à l'héritage des essais nucléaires dans les contextes postcoloniaux ou postadministratifs.

S'agissant du rapport que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-neuvième session, en application de la résolution 78/240 intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires », la République des Îles Marshall considère qu'il est important de traiter des situations dans lesquelles l'héritage des essais nucléaires doit être réglé grâce à la justice transitionnelle. Cela s'appliquerait tant aux Îles Marshall et à leur quête de justice nucléaire qu'à d'autres États où la question de l'héritage est liée à leur colonisation ou à leur administration par d'autres États et dont les droits humains ont été violés de façon flagrante alors qu'ils se trouvaient en situation de vulnérabilité.

Iran (République islamique d')

[Original : anglais]
[20 mai 2024]

L'Iran appuie fortement la mise en œuvre de la résolution sur l'héritage des armes nucléaires, en fournissant des services d'assistance aux victimes et de remédiation environnementale aux États Membres touchés par la mise à l'essai ou l'utilisation d'armes nucléaires. Il estime qu'il est essentiel de remédier aux

¹ Voir (en anglais) www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/transitionaljustice/sg-guidance-note/2023_07_guidance_note_transitional_justice_en.pdf.

conséquences humanitaires et environnementales des armes nucléaires, qui ont une incidence durable sur les populations touchées et sur l'environnement.

Compte tenu de son expérience amère des attaques chimiques commises par le régime baasiste irakien de 1980 à 1988, l'Iran plaide vigoureusement pour le rejet total de toutes les formes d'armes de destruction massive. Il condamne l'emploi, la menace d'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires, qui constituent une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. Il appelle à la mise en œuvre intégrale des mesures visant à fournir des services d'assistance aux victimes et de remédiation environnementale aux États Membres et à tous les citoyens touchés par les armes nucléaires et réaffirme sa position de principe selon laquelle l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie contre leur emploi ou la menace de leur emploi. Il souligne également qu'il est important que les États Membres coopèrent en vue de remédier aux conséquences des armes nucléaires, car cette question nécessite des efforts collectifs pour s'assurer que les victimes reçoivent un soutien adéquat et que les environnements touchés soient restaurés. L'Iran souligne la responsabilité des complices de la mise à l'essai, de l'utilisation ou de la menace d'utilisation d'armes de destruction massive, et affirme qu'ils doivent rendre compte de leurs actes. L'Iran est prêt à travailler avec d'autres États Membres pour traiter cette question importante et appelle à la poursuite de la coopération internationale à cet égard.

Japon

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

Conformément aux dispositions de la résolution [78/240](#) intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires », nous présentons ci-après les vues et les propositions du Japon sur les mesures et les besoins existants en ce qui concerne l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement dans les pays touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires.

Le Japon, en tant qu'unique pays à avoir subi des bombardements atomiques en temps de guerre, soutient pleinement l'objectif de cette résolution, qui est de fournir une assistance aux victimes et d'assainir les environnements touchés par l'utilisation ou la mise à l'essai d'armes nucléaires. Nous considérons que cette résolution est importante pour ce qui est de sensibiliser la communauté internationale, de capter son attention et de faire en sorte qu'elle contribue davantage à l'assistance aux victimes et à la remédiation environnementale. C'est pourquoi le Japon a soutenu cette résolution.

Les bombes atomiques qui ont frappé Hiroshima et Nagasaki en août 1945, des armes au pouvoir destructeur sans égal, ont non seulement emporté de nombreuses vies précieuses en un instant, mais ont également laissé aux hibakusha qui ont survécu des cicatrices à vie et d'autres séquelles, les plongeant dans l'anxiété.

Afin de préserver et de promouvoir la santé et le bien-être des hibakusha souffrant des conséquences des radiations des bombes atomiques, le Japon promeut des mesures globales au bénéfice des hibakusha dans le cadre de la loi concernant l'aide aux survivants des bombes atomiques, et leur a délivré des certificats de survivant des bombes atomiques. Ces certificats leur permettent d'accéder à un certain nombre de services, notamment des examens médicaux, des prestations médicales financées par l'État, diverses allocations et des services sociaux tels que

des services de conseil, ainsi que divers services médicaux et services de santé et de protection sociale.

La loi sur l'aide aux survivants des bombes atomiques permet également aux hibakusha vivant à l'étranger, indépendamment de leur nationalité et de leurs origines, de demander un certificat de survivant et prévoit d'autres mesures d'assistance, telles que la prise en charge des frais médicaux et diverses allocations.

Par ailleurs, fort de son expérience et de ses connaissances en tant que seul pays à avoir subi des bombardements atomiques pendant la guerre, le Japon a activement fourni une assistance aux pays touchés par les essais nucléaires dans le cadre de son programme d'aide publique au développement, notamment en leur offrant des subventions et des services de coopération technique. Cette assistance comprend également la conception d'équipements médicaux et l'amélioration des soins médicaux au niveau local pour les communautés au Kazakhstan touchées par les essais nucléaires de l'ère soviétique.

En outre, les associations de médecins locales, les universités, les hôpitaux, les instituts de recherche et d'autres organisations apparentées telles que la Radiation Effects Research Foundation (Fondation de recherche sur les effets des rayonnements), principalement basée à Hiroshima et Nagasaki, participent activement aux initiatives de coopération internationale, notamment à la formation et à la recherche en matière d'exposition aux rayonnements, en s'appuyant sur l'expérience et les connaissances acquises dans le cadre des études sur les hibakusha.

Le Japon continuera de communiquer et de coopérer avec les pays concernés par cette question.

Kazakhstan

[Original : anglais]
[22 février 2024]

Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la résolution [78/240](#) intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires », adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 décembre 2023, le Kazakhstan présente ci-après ses vues et propositions sur les mesures et les besoins existants en ce qui concerne d'une part l'assistance aux victimes et d'autre part l'évaluation environnementale et la remise en état de l'environnement, afin de contribuer au rapport de fond.

Le territoire de l'ancien site d'essais nucléaires de Semipalatinsk est situé à l'intersection de trois régions de la République du Kazakhstan (les régions de Pavlodar, de Karaganda et d'Abai)¹. Sa superficie totale est de 18 311,4 km².

En 40 ans, de 1949 à 1989, environ 456 essais nucléaires ont été réalisés sur le territoire du site d'essais de Semipalatinsk, dont 30 essais en surface, 86 essais atmosphériques et 340 essais souterrains.

Le site d'essai a été fermé le 29 août 1991, par décret du Président du Kazakhstan. Depuis lors, le pays a mené des études environnementales approfondies

¹ De 1939 à 1997, l'actuel territoire de la région d'Abai faisait partie de la région de Semipalatinsk. En 1997, la région de Semipalatinsk a été intégrée à la région du Kazakhstan-Oriental. La région d'Abai a été créée en 2022 dans le territoire qui faisait auparavant partie de la région de Semipalatinsk.

du site d'essai et a pris des mesures pour démanteler les infrastructures militaires qui s'y trouvent.

En 1992, à l'initiative des États-Unis d'Amérique et avec l'appui de la Fédération de Russie, le Kazakhstan a lancé le Programme de réduction concertée des menaces, également connu sous le nom de programme « Nunn-Lugar ». Le Programme prévoyait un ensemble de mesures, dont la destruction et la décontamination des infrastructures et installations militaires qui se trouvaient sur le territoire du Kazakhstan lors de son accession à l'indépendance en 1991, le démantèlement des armes stratégiques offensives, la création d'un système de contrôle des exportations, l'amélioration de la gestion et du traçage des matières nucléaires et la reconversion de l'industrie de la défense.

En 2000, l'infrastructure d'essais d'armes nucléaires du site de Semipalatinsk avait été démantelée et 181 tunnels dans le massif de Degelen, 13 puits inutilisés et 12 lanceurs en silo sur le site de Balapan avaient été condamnés.

En 2020, le champ d'expérimentation nucléaire, où 116 essais nucléaires atmosphériques et en surface ont été réalisés, a été remis en état.

Aujourd'hui, le territoire du site d'essai de Semipalatinsk a été entièrement libéré des retombées des activités nucléaires militaires qui ont eu lieu avant 1991. Tous les tunnels et puits initialement destinés aux explosions souterraines de charges nucléaires ont été modifiés de sorte à ne plus pouvoir être utilisés à ces fins.

Conséquences environnementales

Le Kazakhstan a été le premier pays au monde à procéder à une évaluation complète de la situation radiologique sur le territoire d'un ancien site d'essais. Une évaluation environnementale approfondie du site de Semipalatinsk a été réalisée entre 2008 et 2021.

Un système de protection physique a été mis en place dans certaines installations du site d'essais de Semipalatinsk ; les obstacles empêchent tout accès non autorisé.

Une méthodologie a été mise au point pour l'étude approfondie des terrains où des essais d'armes nucléaires ont été effectués. Le site d'essais de Semipalatinsk, auparavant une menace militaire, a été transformé en installation de recherche scientifique. À ce jour, l'ensemble du territoire a été étudié et plus de 2 millions de mesures sur le terrain et plus de 100 000 tests en laboratoire ont été effectués.

Dans le cadre de l'évaluation, on a mesuré la teneur en radionucléides technogènes (^{137}Cs , ^{90}Sr , ^{241}Am , $^{239+240}\text{Pu}$, ^3H) des principales composantes de l'environnement (sols, eau et air, flore et faune) et, sur la base de ces données, déterminé le degré de risque radiologique dans la zone. L'évaluation a permis d'identifier les zones à forte contamination radioactive, qui entrent donc dans les catégories des déchets radioactifs de faible et moyenne activité.

L'évaluation a permis de conclure que la contamination radioactive est locale et ne s'étend pas à l'ensemble du territoire du site. La majeure partie des terres contaminées se trouve sur les sites d'essai où des essais d'armes nucléaires ont été effectués : le champ d'expérimentation nucléaire, Balapan, Degelen, Sary-Uzen, Telkem, Aktan-Berli et les sites 4 et 4A.

Dans des sites contaminés autres que les sites d'essais, la contamination radioactive est due à deux facteurs : d'une part, aux retombées radioactives de certains essais nucléaires (traces de retombées radioactives), qui s'étendent sur des dizaines, voire des centaines de kilomètres à partir des épicentres des explosions, dans les directions sud-est et sud et, d'autre part, par la migration de radionucléides

d'origine humaine dans les eaux souterraines et les eaux de surface en dehors des sites d'essais.

L'étude du site d'essai de Semipalatinsk a permis de délimiter les parcelles qui présentent un risque radiologique pour la population, où il faudra prendre des mesures pour remédier aux conséquences des essais nucléaires, et les parcelles qui ne présentent pas de risque.

D'après les résultats de l'évaluation, le territoire du site d'essai de Semipalatinsk peut être divisé en deux catégories :

Catégorie 1 : un territoire qui présente un risque radiologique pour la population, auquel il faut attribuer un statut juridique spécial et qui devrait être converti en zone de sûreté nucléaire ;

Catégorie 2 : zone qui ne présente potentiellement pas de risque radiologique pour la population, dont le retrait de la catégorie des zones d'accès restreint peut être recommandé.

Des études sur la situation radiologique et écologique des territoires adjacents au site d'essai de Semipalatinsk ont été menées depuis la première explosion.

De 1953 à 1996, l'Institut de recherche en médecine radiologique et en écologie (anciennement le Dispensaire n° 4 du Ministère de la santé de l'Union des Républiques socialistes soviétiques) a mené des recherches sur la situation radiologique dans les zones habitées de l'ancienne région de Semipalatinsk (aujourd'hui région d'Abaï) adjacentes au site.

Après l'interdiction des essais en surface et atmosphériques en 1962, grâce à la réduction des retombées locales et globales et aux processus de décontamination naturelle des sols et de désintégration radioactive, le volume total de radionucléides dans l'environnement (sols, végétation, eau) et dans les aliments consommés dans les zones étudiées n'a cessé de diminuer.

Depuis 1995, des spécialistes de l'Institut de recherche en médecine radiologique et en écologie et de l'Institut de recherche en radiobiologie et en médecine radiologique (Université d'Hiroshima, Japon) mènent des recherches conjointes sur les effets des retombées radioactives des essais d'armes nucléaires, tant sur l'environnement que sur la population de la région de Semipalatinsk.

Les résultats des recherches effectuées dans certains territoires autres que le site d'essai de Semipalatinsk permettent de tirer les principales conclusions suivantes :

- Les niveaux de ^{137}Cs dans les échantillons de sols prélevés dans la région de Semipalatinsk hors du territoire du site d'essai sont comparables à ceux observés au niveau mondial ;
- Les niveaux de ^{239}Pu et de ^{240}Pu dans de nombreux sites de la région sont de 10 à 100 fois plus élevés que ceux observés ailleurs dans le monde.

Ainsi, des décennies après l'arrêt des essais nucléaires atmosphériques, les éléments radioactifs technogènes à vie courte et moyenne se sont désintégrés, tandis que le ^{90}Sr et le ^{137}Cs , qui ont une durée de vie relativement longue, se sont partiellement désintégrés et ont migré de la surface vers des couches plus profondes du sol. Le niveau de ^{137}Cs accumulé dans certains territoires adjacents au site d'essai de Semipalatinsk est similaire à celui observé au niveau mondial. Les recherches récentes montrent que les concentrations en plutonium sont élevées dans ces territoires.

La situation radiologique et écologique dans les territoires adjacents au site d'essai de Semipalatinsk fait actuellement l'objet d'une évaluation et sera réévaluée

à une date ultérieure en mesurant le niveau d'accumulation de radionucléides, principalement de plutonium et d'américium. Le niveau réel de pollution de l'environnement par ces éléments n'a pas encore été déterminé.

Conséquences sur la santé de la population locale

L'héritage des essais nucléaires sur le site de Semipalatinsk comprend non seulement la contamination radioactive résiduelle des sites d'essais et de l'environnement, mais aussi les effets des rayonnements sur la population vivant dans les zones touchées par les retombées radioactives.

Aujourd'hui, selon des estimations, les personnes affectées par les essais nucléaires et leurs descendants sont au nombre de 1,5 million.

Du fait des défis et problèmes causés par les essais nucléaires sur le site de Semipalatinsk, il a fallu :

- procéder à des simulations pour calculer la dose de rayonnement à laquelle la population a été exposée ;
- déterminer la composition par âge et par sexe des groupes affectés par le risque radiologique et le nombre de personnes concernées ;
- évaluer les conséquences médicales et démographiques et calculer le coût des traitements ;
- prévenir les maladies radio-induites et assurer la réadaptation des personnes touchées.

Les conséquences médicales de l'exposition aux rayonnements ionisants sur la population sont abordées dans un certain nombre d'articles de recherche publiés par des scientifiques kazakhs et étrangers. Les études se sont concentrées sur la population des régions du Kazakhstan qui ont été exposées à des rayonnements ionisants à la suite d'essais nucléaires.

Il a été constaté que même 40 à 48 ans après l'exposition aux rayonnements, le taux d'incidence annuelle moyen de maladies parmi la population touchée et ses descendants était significativement plus élevé que dans les groupes de contrôle, et ce pour la plupart des catégories et classes de maladies.

En 2018, on a mené une évaluation de l'état de santé des citoyens exposés aux rayonnements ionisants. L'évaluation concernait à la fois les personnes vivant dans les territoires touchés et le reste de la population du Kazakhstan.

La prévalence des cancers chez les personnes exposées aux rayonnements et leurs descendants était significativement plus élevée que dans les groupes de contrôle et allait de 261,6 à 278,5 cas pour 100 000 habitants, contre 146,8 à 154,2 cas dans les groupes de contrôle. Le risque relatif est de 1,73 à 1,78. Les maladies oncologiques les plus fréquentes chez les membres du groupe principal étaient les suivantes : cancer du poumon et des bronches (hommes et femmes), cancer du sein (femmes), cancer de l'œil, cancer du cerveau et d'autres parties du système nerveux central, ainsi que des tissus hématopoïétiques et lymphoïdes. Dans les groupes de contrôle, la prévalence de cancers du poumon et des bronches et de cancers du sein chez les femmes était deux fois moins élevée que dans le groupe principal.

La prévalence des maladies du système circulatoire dans le groupe principal a également dépassé les indicateurs de contrôle, atteignant 695,3 à 732,4 cas pour 100 000 personnes, alors que dans les groupes de contrôle, elle était de 450,8 à 470,2 cas. Ces résultats font apparaître un excès significatif de maladies du système circulatoire chez les personnes exposées à un rayonnement direct et leurs descendants

de deuxième génération par rapport aux membres des groupes de contrôle, ainsi que les effets du vieillissement prématuré induit par l'exposition aux rayonnements.

L'analyse des tendances en matière de taux de mortalité montre que celui-ci est sensiblement plus élevé dans le groupe principal que dans les groupes de contrôle, tant en termes de mortalité générale qu'en termes de décès dus à certains types de maladies. Le niveau annuel moyen de mortalité générale dans la population exposée à une dose de 20 centisieverts (cSv) ou plus était significativement plus élevé que dans le groupe de contrôle et se situait entre 1 915,6 et 1 938,4 cas pour 100 000 habitants, tandis que dans le groupe de contrôle, il se situait entre 1 902,7 et 1 909,2 cas. Le risque relatif annuel moyen est de 1,74. Il a été constaté que les effets dommageables des rayonnements pour la santé des personnes exposées à une dose de 20 cSv ou plus causaient une augmentation de l'incidence de maladies qui s'élevaient à 361,8 cas supplémentaires pour 100 000 habitants, notamment pour ce qui est des maladies du système circulatoire (+79,6 cas), des maladies respiratoires (+74,7 cas), des maladies du système digestif (+48,2 cas) et des néoplasmes malins (+46,2 cas). Dans le même groupe, on a enregistré 309,4 décès supplémentaires pour 100 000 habitants, dont 187,5 décès dus à des maladies du système circulatoire, 43,5 dus à des néoplasmes malins et 27,3 dus à des maladies respiratoires.

Selon les données statistiques de 2021 (lorsque le territoire de l'actuelle région d'Abaï faisait partie de la région du Kazakhstan-Oriental), la région du Kazakhstan-Oriental se classait au premier rang s'agissant des décès dus aux maladies du système circulatoire (408,1 pour 100 000 habitants), au deuxième rang pour ceux dus aux néoplasmes malins (94,3 pour 100 000 habitants) et au troisième rang pour le nombre de cas recensés de néoplasmes malins et de maladies de l'appareil circulatoire. Le taux de mortalité total dans la région du Kazakhstan-Oriental en 2021 était de 15,14 pour 1 000 habitants chez les hommes (deuxième rang au niveau national) et de 12,59 pour 1 000 habitants chez les femmes (quatrième rang). L'espérance de vie des hommes de la région du Kazakhstan-Oriental était la deuxième plus basse du pays (64,68 ans) et celle des femmes était la troisième plus basse.

Lors de l'analyse des indicateurs relatifs au handicap, il a été tenu compte du fait que les néoplasmes malins et les maladies du système circulatoire sont les principales maladies pour lesquelles il existe un lien de causalité établi avec l'exposition aux rayonnements. Dans plus de 70 % des cas dans lesquels on a fait appel aux autorités médicales pour déterminer la cause d'un décès lié à l'exposition aux rayonnements ionisants, la personne concernée était décédée d'un cancer. En 2023, chez les citoyens ayant demandé une évaluation médicale pour déterminer la nature de leur maladie ou la cause d'un décès, dans l'écrasante majorité des cas, le diagnostic a révélé la présence d'un néoplasme malin (69,52 %) ou d'une maladie du système cardiovasculaire (27,32 %).

Il convient également de noter qu'en plus des maladies somatiques associées à l'exposition aux rayonnements, dans un grand pourcentage de cas, les professionnels de la santé constatent la présence de problèmes médicaux et psychologiques associés au stress provoqué par l'exposition prolongée aux rayonnements, qui peut causer des troubles anxieux, voire une phobie, relatifs aux rayonnements, ainsi qu'une aggravation de l'anxiété sociale.

Aide pratique à la population touchée

Afin de remédier aux conséquences des essais nucléaires, la loi de la République du Kazakhstan n° 1787-XII sur la protection sociale des citoyens victimes des essais nucléaires sur le site de Semipalatinsk a été adoptée le 18 décembre 1992.

La loi établit le système de classification des territoires exposés aux essais nucléaires et des taux d'exposition aux radiations de la population vivant dans ces territoires.

En fonction de la dose efficace de radiation à laquelle a été exposée la population, les territoires contaminés ont été répartis en plusieurs catégories :

- les zones de risque radiologique extrême, où la dose était supérieure à 100 cSv pendant la durée des essais ;
- les zones de risque radiologique maximal, où la dose était de 35 à 100 cSv pendant la durée des essais ;
- les zones de risque radiologique accru, où la dose était de 7 à 35 cSv pendant la durée des essais ;
- les zones de risque radiologique minime, où la dose était de 0,1 à 7 cSv pendant la durée des essais ;
- les zones à statut socioéconomique préférentiel, où la dose était inférieure à 0,1 cSv pendant la durée des essais.

La classification des territoires et les doses de radiation correspondantes ont été établies sur la base des éléments suivants :

- les informations fournies par les ministères de l'Union soviétique impliqués dans l'exploitation du site d'essai de Semipalatinsk ;
- les archives du Dispensaire n° 4 ;
- les conclusions des travaux de la commission spéciale du Ministère de la santé du Kazakhstan, dont les membres comprenaient des experts de l'ancien Ministère de la défense de l'Union soviétique et des spécialistes en radiohygiène et radioprotection du Kazakhstan et de Russie.

La classification des territoires en 1992 en fonction du risque radiologique est basée sur des mesures pertinentes et objectives.

Les mesures de protection sociale des citoyens victimes des essais nucléaires sur le site de Semipalatinsk sont basées sur le principe de territorialité du droit.

Depuis 1992, de nouveaux facteurs influençant l'évolution des relations juridiques et sociales sont apparus. Citons par exemple :

- d'importants flux migratoires internes, à la fois en provenance et à destination des territoires touchés ;
- la réduction importante du rayonnement ambiant dans les territoires touchés ;
- la naissance des deuxième, troisième et quatrième générations de survivants, autrement dit les enfants nés de parents exposés à des doses excessives de rayonnements ionisants.

Les droits et les garanties sociales dont jouissent les citoyens touchés par les essais nucléaires sont protégés et consacrés par plusieurs lois, notamment la loi de 1992 et les actes législatifs relatifs aux pensions de retraite et d'invalidité, aux mesures de protection sociale pour les personnes handicapées, aux services sociaux spéciaux et aux services pour les anciens combattants.

Selon la législation actuelle, les citoyens qui ont vécu ou vivent dans des zones exposées à un risque radiologique et dans des territoires à statut socioéconomique préférentiel ont droit à une indemnité pécuniaire exceptionnelle au titre des

dommages causés par les essais nucléaires, dont le montant est déterminé au cas par cas en fonction du lieu et de la durée de résidence dans les territoires touchés.

À ce jour, plus de 1,1 million de citoyens ont obtenu cette indemnité.

Les citoyens qui vivent et travaillent dans les territoires exposés à un risque radiologique, tels que définis par la loi, ont également droit à une rémunération et à des congés payés annuels supplémentaires. Les femmes vivant dans ces territoires ont droit à un congé de maternité plus long.

Les enfants de citoyens ayant vécu, travaillé ou servi (y compris dans le cadre du service militaire obligatoire) dans les territoires touchés entre 1949 et 1990 peuvent être reconnus comme victimes des essais nucléaires et avoir droit aux prestations sociales correspondantes, à condition qu'ils souffrent de handicaps ou de maladies liés à l'exposition aux rayonnements ionisants et qu'il y ait un lien de causalité établi entre leur état de santé et le fait que l'un de leurs parents ait séjourné dans des zones à risque radiologique.

Les personnes ayant des handicaps liés à l'exposition aux rayonnements lors des essais nucléaires ou aux conséquences des essais ont droit à des prestations d'invalidité mensuelles. Les bénéficiaires sont répartis en trois groupes (handicap sévère, handicap moins sévère et handicap modéré) et perçoivent chaque mois une somme de 113 993 tenge, 97 361 tenge et 81 540 tenge, respectivement. Le montant des prestations est lié à celui du salaire minimum et est actualisé chaque année.

Les membres de la famille des personnes décédées à la suite de maladies liées aux rayonnements ou aux conséquences des essais nucléaires ont également droit à des indemnités.

En plus d'indemnités pécuniaires, les citoyens ont droit à des services de dépistage et d'assistance médicale.

En 2002, l'État a créé le Registre médical et scientifique automatisé, qui a pour principales fonctions de : documenter l'historique médical à long terme des victimes des essais nucléaires et de leurs descendants ; consigner les données sur les doses de rayonnements ; surveiller l'état de santé des patients et fournir une évaluation objective des dommages subis ; mener des recherches sur l'effet des rayonnements sur la santé et la mortalité de la population touchée ; mettre au point des stratégies optimales pour minimiser les conséquences des tests sur la santé publique.

Actuellement, 372 686 personnes sont inscrites au Registre médical et scientifique automatisé. Entre 2002 et 2022, 104 510 patients ont reçu des examens médicaux approfondis :

- dans 1 746 cas (26 %), la personne souffrait de maladies de l'appareil circulatoire ;
- dans 1 640 cas (24 %), on a constaté des lésions vasculaires du système nerveux central ;
- des maladies thyroïdiennes ont été constatées dans 1 174 cas (18 %), ainsi que des maladies gastro-intestinales dans 1 144 cas (17 %) et des maladies du système musculo-squelettique dans 979 cas (15 %).

Entre 2002 et 2022, 22 775 patients ont reçu un traitement à l'hôpital et 3 795 ont reçu un traitement ambulatoire.

Le Conseil régional d'experts a été créé en 1995. Le Conseil mène des travaux consultatifs pour évaluer la relation entre les maladies, les handicaps et la mortalité et l'exposition aux rayonnements. Ses activités de recherche visent à étudier l'effet des essais nucléaires et d'autres sources de radiation sur la santé de la population,

ainsi que les conséquences médicales, psychologiques et sociales des essais nucléaires et des mesures de remédiation connexes.

Le Gouvernement a mis en place et financé les programmes scientifiques suivants :

1. Études épidémiologiques basées sur des données tirées d'archives (1991-1994) ;
2. Étude sur les conséquences médico-démographiques et en termes de radio-hygiène des essais d'armes nucléaires pour la population et pour les territoires adjacents au site d'essai de Semipalatinsk et mise au point de critères pour la classification des groupes à risque et de mesures médicales et de réadaptation pour les victimes (1995-1999) ;
3. Modèles et caractéristiques de la formation des risques radiologiques parmi la population vivant dans les territoires adjacents au site d'essai de Semipalatinsk et élaboration et mise en œuvre de programmes de remédiation des effets médicaux et sociaux des rayonnements (2000-2002) ;
4. Conception et mise en œuvre de nouvelles technologies pour l'enregistrement, l'analyse et le traitement des conséquences médicales et sociales des rayonnements sur la population du Kazakhstan à la suite des essais d'armes nucléaires et des effets des sources technogènes de rayonnements ionisants (2003-2005) ;
5. Classement et identification clinico-épidémiologique des facteurs de risque radiologiques et non radiologiques et évaluation de leur incidence sur la santé de certains segments de la population des régions du Kazakhstan-Oriental, de Pavlodar et de Karaganda (2006-2007) ;
6. Mise en place de programmes scientifiques visant à améliorer le Registre médical et scientifique automatisé de la population du Kazakhstan exposée aux rayonnements ionisants et suivi médical et social des conséquences à long terme (2007-2009) ;
7. Méthodes d'identification médicale et génétique et de prévention complexes des effets radio-induits chez les descendants de personnes exposées aux radiations (2010-2012) ;
8. Étude de l'influence des facteurs environnementaux sur la santé de la population des territoires urbanisés (2010-2012) ;
9. Création de technologies fondées sur la science visant à minimiser les risques environnementaux et prévenir les effets néfastes sur la santé publique (2012-2014) ;
10. Évaluation rétrospective et prospective des conséquences médicales et radio-écologiques sur la population et les territoires adjacents au site d'essai de Semipalatinsk (2014-2016) ;
11. Élaboration d'outils de base scientifiques et méthodologiques pour minimiser la pression sur l'environnement et assurer les soins médicaux, la protection sociale et l'amélioration de la santé de la population des territoires au Kazakhstan dont l'environnement a été touché (2017-2019) ;
12. Évaluation de l'efficacité des mesures de protection et de réadaptation des personnes exposées aux rayonnements ionisants du fait des activités sur le site d'essai de Semipalatinsk et élaboration de propositions pour l'amélioration de ces mesures (2017-2019).

La loi portant création de la zone de sûreté nucléaire de Semipalatinsk a été adoptée en juillet 2023. Celle-ci définit la zone comme une partie limitée du territoire caractérisée par une contamination radioactive excessive due aux essais nucléaires sur le site de Semipalatinsk, et lui confère un statut juridique spécial. Elle vise à assurer la sûreté nucléaire et radiologique et le respect des mesures de non-prolifération nucléaire sur le territoire concerné et prévoit des mesures de remise en état du territoire. Les mesures suivantes sont prévues :

- délimitation des terres excessivement contaminées et des terres relativement propres du site d'essai de Semipalatinsk ;
- mise en place des conditions nécessaires au transfert des terres relativement propres au domaine public ;
- restriction de l'accès aux terres excessivement contaminées ;
- remise en état des terres ;
- surveillance continue et recherche radiologique et écologique.

L'administration a financé ce projet à hauteur de 3,596 milliards de tenge pour la période allant jusqu'en 2027.

Coopération internationale

Le Kazakhstan a poursuivi ses activités de coopération internationale visant à démolir les infrastructures utilisées pour les essais et à remédier aux effets de ces derniers, à reconvertir l'ancien complexe militaro-industriel pour un usage pacifique et à promouvoir la coopération scientifique et technique dans le domaine de l'énergie nucléaire sûre et de l'écologie radiologique. L'institution nationale de premier plan dans ce domaine, le Centre nucléaire national, coopère avec des partenaires aux États-Unis, en Russie, au Japon, en France, au Royaume-Uni et dans des organisations internationales. Les activités liées au site d'essai de Semipalatinsk constituent une contribution exceptionnelle et unique du Kazakhstan à la non-prolifération nucléaire et aux travaux scientifiques, techniques et de développement conjoints.

Actuellement, le Centre nucléaire national poursuit ses efforts visant à réduire le risque de propagation des déchets nucléaires sur le territoire du site d'essai de Semipalatinsk. De nouvelles méthodes d'identification et d'évaluation des déchets nucléaires ont été mises au point. Des solutions logicielles et matérielles spéciales ont été mises en place pour permettre la réalisation d'études spectrométriques à grande échelle et l'automatisation du traitement des résultats. L'utilisation des fondements scientifiques existants a permis de mettre au point la première méthode d'identification et d'évaluation des déchets nucléaires à la fois en surface et dans les couches souterraines du sol.

Le recours à des méthodes innovantes d'identification et d'évaluation des déchets nucléaires a permis de mener rapidement des travaux de recherche à grande échelle (sur des zones de centaines de kilomètres carrés) et d'identifier tous les sites d'essais nucléaires et d'expériences diverses, tant sur le territoire des sites techniques qu'au-delà. Les résultats de ces recherches ont servi de fondation à la mise au point de solutions techniques pour assurer la non-prolifération des déchets nucléaires identifiés.

Les enseignements tirés de ces activités peuvent éventuellement être mis en commun avec les autres États touchés par les essais nucléaires, dans le strict respect des normes internationales.

Les projets scientifiques internationaux suivants ont été mis en œuvre sur le site d'essai de Semipalatinsk :

1. Simulation et calcul par dosimétrie rétrospective des rayonnements dans les territoires adjacents au site d'essai de Semipalatinsk (sols, eau, écorce d'arbres, briques, dosimétrie par résonance paramagnétique électronique de l'émail des dents, etc.). Japon (Université d'Hiroshima), Russie (Institut de biophysique) et États-Unis d'Amérique (National Institutes of Health) (1996-2009) ;
2. Étude de l'effet des essais nucléaires sur le site d'essai de Semipalatinsk sur la santé de la population de la région de Semipalatinsk. Bourse internationale mise en place conjointement par la Commission européenne et l'Institut de radiohygiène (Munich, Allemagne) dans le cadre du programme INCO-COPERNICUS (1997-1999) ;
3. Évaluation de la santé reproductive de la population vivant à proximité immédiate du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk à la suite d'une exposition aux rayonnements. Bourse internationale mise en place conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé et l'Institute of Cancer Research à Londres (2000-2006) ;
4. Création du Registre médical et scientifique automatisé des victimes des activités sur le site d'essai de Semipalatinsk. Projet international mené en collaboration avec la Radiation Effects Research Foundation, Hiroshima, Japon (2003-2011) ;
5. Conséquences sociopsychologiques subies par la population vivant dans les territoires soumis à des essais d'armes nucléaires. Projet international mené en collaboration avec le Peace Institute (Université d'Hiroshima) (2009-2011) ;
6. Étude des changements génétiques chez les personnes dont les ascendants ont été exposés aux radiations. Accord de coopération créative avec l'Institute of Evolution de l'Université de Haïfa et l'Ecological Imperative Scientific and Technical Association, Haïfa (Israël) (2011-2015) ;
7. Composition élémentaire des environnements naturels et des substrats biologiques humains dans la zone d'influence du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk. Contrat avec l'établissement d'enseignement supérieur d'État, Université polytechnique de recherche nationale de Tomsk (Tomsk, Fédération de Russie) (2011-2013) ;
8. Effet de l'instabilité des microsattellites sur la prédisposition génétique à la carcinogenèse induite par les radiations. En collaboration avec l'Institute of Evolution de l'Université de Haïfa (Israël) et l'University of Virginia (États-Unis d'Amérique) (2012) ;
9. Étude de l'influence de « l'eau lourde » sur la qualité de vie et la santé de la population de certaines régions du Kazakhstan. En collaboration avec l'Ecological Imperative Scientific and Technical Association et l'Université de Haïfa (Israël) (2012) ;
10. Étude de cohorte prospective sur la population des territoires adjacents au site d'essais nucléaires de Semipalatinsk. Bourse internationale du Centre international de recherche sur le cancer (France), de l'Autorité norvégienne de radioprotection, du Bundesamt für Strahlenschutz (Office fédéral de radioprotection, Allemagne) et de l'Institut national japonais des sciences radiologiques (2013-2015) ;
11. Recherche sur les faibles doses en vue d'une intégration multidisciplinaire (projet DoReMi), une étude sur trois générations. Bourse internationale mise en place conjointement avec l'Office fédéral de radioprotection (Allemagne) (2014-2015) ;
12. Études moléculaires d'échantillons biologiques de personnes résidant à proximité du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk au Kazakhstan et formation en

biodosimétrie au Kazakhstan. Bourse internationale mise en place conjointement avec Centre belge d'étude de l'énergie nucléaire (2014-2015) ;

13. Évaluation de l'incidence des radiations sur la population et les territoires du sud de la région d'Abaï. Projet de démarrage de l'Université de médecine de Semey, société par actions non commerciale, en collaboration avec l'Université d'Hiroshima (Japon) (2022-2025) ;

14. Le risque de cancer de la thyroïde chez les personnes ayant subi une exposition prolongée aux rayonnements ionisants du fait de vivre à proximité du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk. Projet de démarrage de l'Université de médecine de Semey, en collaboration avec le Centre international de recherche sur le cancer, Lyon (France) (2023-2025).

Au cours des 30 dernières années, le Kazakhstan et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont travaillé ensemble sur un certain nombre d'initiatives et de projets clés :

1. Fermeture du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk : le Kazakhstan et l'AIEA ont collaboré avec succès pour fermer le site de Semipalatinsk, l'un des plus grands au monde. Ce processus a permis d'isoler et de gérer en toute sécurité les matières radioactives présentes sur le site ;

2. Remise en état des zones contaminées par des rayonnements : le Kazakhstan et l'AIEA ont élaboré et mis en œuvre conjointement des projets de remise en état des terres et des zones exposées à la contamination radioactive. Ces projets contribuent à améliorer la vie et la sécurité des habitants de la région ;

3. Formation et mise en commun d'expériences : la coopération porte également sur la mise en commun d'expériences et la formation professionnelle en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection. L'AIEA soutient activement la formation et le perfectionnement des experts kazakhs ;

4. Utilisation pacifique de l'énergie atomique : les efforts conjoints visent à promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie atomique au Kazakhstan et dans la région. Il s'agit notamment de projets de médecine nucléaire et de formation professionnelle dans le domaine de l'ingénierie en énergie nucléaire ;

5. Renforcement de la sûreté nucléaire : le Kazakhstan coopère activement avec l'AIEA dans le cadre d'efforts visant à renforcer la sécurité et la non-prolifération nucléaires dans le monde.

Au total, 42 projets nationaux ont été lancés, et certains ont été achevés, dans le cadre du Programme de coopération technique de l'AIEA.

Un projet notable, le projet KAZ9016 de l'AIEA, a pour but de faciliter la prise de décisions en connaissance de cause pour ce qui est de la conversion des terres de l'ancien site d'essais de Semipalatinsk à des fins économiques. Ce projet aura une grande influence sur le bien-être social et économique de la population du site d'essai de Semipalatinsk, qui devrait être converti pour permettre à la population de l'exploiter à des fins économiques (production de légumes, élevage, exploitation minière et autres), dans le respect de toutes les normes en matière de santé et de sécurité. Compte tenu des résultats de l'étude approfondie des terres, qui se poursuivra dans le cadre du projet actuel, le territoire sera divisé en trois zones : a) une zone qui ne sera pas soumise à un contrôle réglementaire (peut être convertie et exploitée à des fins économiques) ; b) une zone qui devra soit faire l'objet de mesures de remise en état pour être exempte de contrôle réglementaire, soit être soumise à des contrôles périodiques ; c) une zone qui restera soumise à un contrôle

réglementaire strict. Le résultat escompté est la conversion de plus de 95 % des terres à des fins économiques.

Le projet KAZ9018 de l'AIEA a également pour but la création d'un laboratoire de biodosimétrie spécialisé ou d'un laboratoire central, qui pourra utiliser une courbe d'étalonnage interne pour évaluer quantitativement les doses absorbées par les humains, au moyen de la biodosimétrie cytogénétique. Combler cette lacune dans un domaine d'une importance stratégique contribuerait à garantir la qualité des recherches en dosimétrie biologique menées dans le cadre de toute une série d'activités de population du Kazakhstan et permettrait de mesurer plus précisément les doses de rayonnements absorbés.

Afin de promouvoir la coopération sur la question de la remise en état de l'ancien site d'essai de Semipalatinsk, le Kazakhstan a présenté un projet de résolution intitulé « Coopération et coordination internationales en vue du rétablissement de la santé de la population, de la régénération de l'environnement et du développement économique de la région de Semipalatinsk au Kazakhstan » dans le cadre des travaux de la Deuxième Commission. Ce projet de résolution a été présenté pour la première fois en 1997 et a depuis été adopté tous les deux ans, puis tous les trois ans. Il a été adopté une nouvelle fois par consensus en novembre 2023, 85 États Membres s'étant portés coauteurs du projet.

Dans cette résolution, l'Assemblée générale indique qu'un certain nombre de programmes internationaux ont été menés à terme dans la région de Semipalatinsk depuis la fermeture du polygone d'essais nucléaires, notamment grâce à des programmes et initiatives lancés par le Gouvernement kazakh et la communauté internationale, notamment les organismes des Nations Unies, mais que de graves problèmes sociaux, économiques et écologiques subsistent. Elle se dit consciente du rôle important joué par les politiques et stratégies nationales de développement dans le relèvement de la région de Semipalatinsk, notamment dans la création de la région d'Abaï, qui a pour centre administratif la ville de Semeï. Enfin, elle invite instamment la communauté internationale à aider le Kazakhstan à concevoir et exécuter des programmes et projets spéciaux de traitement et de soins à l'intention de la population touchée, ainsi qu'à appuyer l'action qu'il mène en faveur de la croissance économique et du développement durable de la région de Semipalatinsk, notamment en renforçant l'efficacité des programmes actuels et en apportant l'assistance technique, spécialisée et financière nécessaire à la mise en œuvre de programmes de développement nationaux pour le relèvement et le développement de la région de Semipalatinsk.

Le Kazakhstan, conjointement avec Kiribati, en leur qualité de Coprésidents du groupe de travail informel sur l'assistance aux victimes, la remise en état de l'environnement et la coopération et l'assistance internationales (articles 6 et 7 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires), orientent les efforts visant à créer un fonds d'affectation spéciale international pour financer des projets d'assistance aux victimes et de remise en état de l'environnement.

Kiribati

[Original : anglais]
[31 mai 2024]

I. Introduction

La République de Kiribati remercie le Secrétaire général de lui avoir donné l'occasion de présenter ses vues et ses propositions concernant les questions cruciales que sont l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement dans le contexte de l'héritage des armes nucléaires. En tant que coauteur de la résolution

78/240 de l'Assemblée générale intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires », Kiribati est consciente de l'importance de faire face aux lourdes conséquences humanitaires et environnementales de l'utilisation d'armes nucléaires.

Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la résolution 78/240, la contribution de Kiribati reflète son engagement en faveur de l'aide aux communautés affectées au moyen d'initiatives d'assistance aux victimes, de remise en état de l'environnement et d'appui international.

II. Contexte et histoire des essais nucléaires

La République de Kiribati est un petit État insulaire en développement du Pacifique, situé dans l'océan Pacifique central sur la ligne internationale de changement de date, près de l'équateur. Kiribati se compose de 33 atolls et îles récifales dispersés sur un vaste territoire d'une superficie d'environ 3,5 millions de kilomètres carrés.

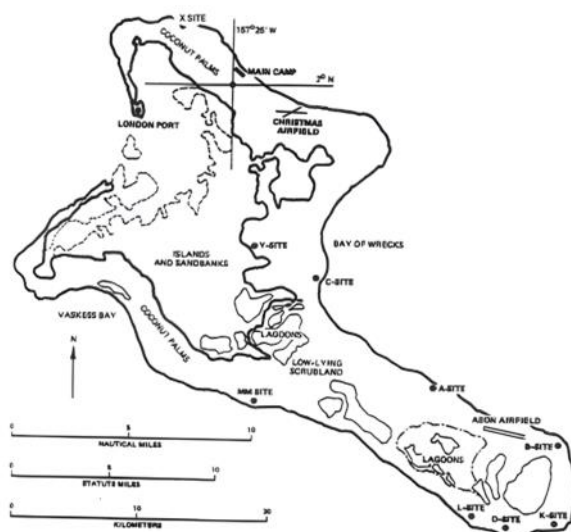
Kiribati est divisée en trois grands groupes d'îles : les îles Gilbert, les îles Phoenix et les îles de la Ligne. Les îles Gilbert, où réside la majeure partie de la population, comprennent Tarawa, la capitale. Les îles Phoenix sont un groupe isolé d'atolls et d'îles récifales dans l'océan Pacifique central, connues pour leur grande biodiversité et leurs efforts de conservation. Les îles de la Ligne, qui comprennent les îles Kiritimati et Malden, revêtent une importance historique, car elles ont servi de site d'essais dans le cadre des programmes d'armes thermonucléaires du Royaume-Uni et des États-Unis.

L'expérience de Kiribati en matière d'armes nucléaires remonte au plus fort de la guerre froide. À l'époque, le Royaume-Uni avait exprimé le souhait de fabriquer une bombe à hydrogène pour maintenir sa position de puissance mondiale. À la recherche d'un site d'essai, le Royaume-Uni a finalement opté pour une partie des Kiribati, l'île de Kiritimati. Les préparatifs des tests sur l'île ont commencé en juin 1956, par la construction d'une piste d'atterrissage, d'un campement militaire et de bunkers¹. La série d'essais nucléaires britanniques sur Kiritimati avait pour nom de code « Opération Grapple ».

La figure ci-dessous est une carte de l'île de Kiritimati, sur laquelle est indiqué l'emplacement des principaux sites militaires établis dans le cadre du programme d'essais d'armes nucléaires. Le site A était une installation scientifique et les sites L et D ont été utilisés pour des essais et comme bunkers d'observation.

¹ Nic Maclellan, *Grappling with the Bomb: Britain's Pacific H-bomb Tests* (Canberra, Australian National University Press, 2017).

Figure
 Carte de l'île de Kiritimati établie par le Département de la défense des États-Unis, 1983



L'Opération Grapple a consisté en une série d'essais de bombes atomiques et à hydrogène menés en 1957 et 1958. Les essais portaient les noms de code Grapple 1-3, Grapple X, Grapple Y et Grapple Z. Au total, neuf dispositifs explosifs nucléaires ont été testés par le Royaume-Uni dans le cadre de la série Grapple. Ces essais visaient à développer et à démontrer la capacité du Royaume-Uni à déployer des armes thermonucléaires.

Après l'Opération Grapple, les États-Unis ont lancé l'Opération Dominic I, une série de 24 essais nucléaires réalisés sur l'île de Kiritimati. Les États-Unis sont responsables au premier chef de la réalisation de ces essais, mais ceux-ci ont été menés en collaboration étroite avec le Royaume-Uni dans le cadre de l'accord de défense mutuelle entre les deux pays. L'Opération Dominic I était d'une portée et d'une ampleur considérables et comprenait un ensemble divers d'essais, dont des explosions atmosphériques et des détonations en surface. Ces essais ont été menés pour diverses raisons, par exemple pour mettre à l'essai différents modèles d'armes ou pour répondre à la violation du moratoire tripartite par l'Union soviétique.

De nombreux responsables et employés qui ont participé aux essais étaient originaires des régions voisines du Pacifique, notamment des Fidji. Des militaires néo-zélandais ont participé aux essais nucléaires, souvent sans mesures de protection adéquates, tout comme les soldats britanniques. La participation des forces militaires des Fidji et de la Nouvelle-Zélande montre que les essais nucléaires ont eu des effets à l'échelle non seulement nationale, mais aussi régionale, et illustre les liens qui unissent les nations insulaires du Pacifique dans ce contexte historique. Leur participation montre également que les conséquences des essais nucléaires ont été ressenties au-delà de Kiritimati et de Malden. Les essais ont touché les pays voisins et ainsi créé des défis environnementaux et sanitaires qui font partie de l'héritage commun des États du Pacifique. Les conséquences des essais se font encore sentir aujourd'hui, car les problèmes relatifs à la contamination de l'environnement et à la santé des communautés touchées restent d'actualité.

III. Besoins en matière d'assistance aux victimes

Les essais nucléaires menés sur l'île de Kiritimati ont laissé un héritage durable de graves problèmes de santé parmi les habitants de l'île. Les 500 Kiribatiennes et Kiribatiens qui vivaient sur l'île de Kiritimati au moment des essais ont été peu protégés et n'ont pas été mis en garde de manière adéquate. N'étant pas conscients des dangers de tels essais, la plupart d'entre eux ont soulevé la bâche mise à leur disposition pour apercevoir le spectaculaire nuage de feu incandescent qui s'élevait au-dessus d'eux. De nombreux membres de cette communauté ont souffert d'une multitude de maladies et autres problèmes de santé. On a constaté de nombreux cas de cancer ainsi que des anomalies et des handicaps congénitaux chez des nouveau-nés. Ces problèmes de santé persistent chez les descendants des personnes qui se trouvaient sur l'île lorsque les essais ont été effectués.

A. Dialogue avec les citoyens de Kiritimati : enquête

Afin de mettre en évidence et de consigner les graves conséquences humanitaires et médicales des essais, l'Office du tourisme de Kiribati pour les îles Phoenix, de la Ligne et Gilbert et la jeunesse de Kiribati a mené une enquête informelle auprès de 20 citoyens de Kiritimati afin d'en apprendre davantage sur cet héritage, en collaboration avec des groupes de la société civile et avec l'appui de la Mission permanente de Kiribati auprès de l'ONU.

Les personnes interrogées ont fait état d'une série de problèmes de santé touchant plusieurs générations, dont des maladies de la peau, des cancers, des malformations congénitales, des cas de cécité et des douleurs chroniques. La majorité des personnes interrogées ont souligné l'importance de l'indemnisation à ce titre².

Une réponse particulièrement marquante est celle donnée par Aana Tabwi (50 ans), qui résume de manière saisissante les difficultés personnelles et familiales auxquelles doivent faire face les survivants et leurs descendants :

J'ai une fille qui souffre d'éruptions cutanées depuis sa naissance, et l'un de mes frères a la même maladie de peau. L'une des sœurs de mon père n'était pas normale, son cerveau ne fonctionnait pas. Quant à moi, Nei Aana Tabwi, je suis atteinte d'une maladie du sein qui fait que du mucus s'écoule de mes seins lorsque j'allait mon enfant. Mon premier enfant a subi les effets de ma maladie lorsque je l'ai allaité à un très jeune âge.

De même, une survivante de deuxième génération a raconté que sa mère avait donné naissance à un enfant difforme immédiatement après les tests, et de nombreuses femmes ont révélé qu'elles avaient fait des fausses couches pendant cette période. Ces témoignages mettent en évidence la nature omniprésente et héréditaire des effets des essais sur la santé, illustrant leurs conséquences à long terme. Ils mettent en lumière le caractère direct, intergénérationnel et persistant des souffrances endurées par les habitants de l'île. Il est urgent que la communauté internationale intervienne, apporte son soutien aux victimes et les indemnise, afin de résoudre ces graves problèmes humanitaires et rendre justice aux communautés touchées.

B. Témoignages

Oemwa Johnson est une survivante de quatrième génération qui a participé à la deuxième Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, à New York, en novembre 2023. Elle a apporté le témoignage suivant :

² L'indemnisation est synonyme d'assistance aux victimes.

En tant que survivante de quatrième génération de ces essais nucléaires et ayant vécu directement leurs effets sur la santé de ma famille, je suis fermement convaincue qu'un soutien continu est nécessaire pour assurer le bien-être et le rétablissement de toutes les familles touchées. Les effets durables des essais sur la santé des communautés de l'île Christmas (Kiritimati) et les déplacements de population qu'ils ont entraînés ne peuvent être sous-estimés. Les gouvernements et les institutions internationales doivent donner la priorité à la fourniture de ressources et d'une assistance suffisantes pour faire face aux conséquences sociétales de ces essais nucléaires et apporter aux communautés touchées le soutien dont elles ont besoin pour reconstruire leur vie. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions commencer à remédier aux conséquences à long terme des essais d'armes nucléaires et assurer un avenir meilleur à celles et ceux qui en ont subi les répercussions.

Comme tant d'autres, ma famille porte le lourd héritage de ces essais. Voici ce qu'elle a vécu à l'époque des essais nucléaires.

Mon arrière-grand-père, qui était pêcheur, a lentement déperdi d'un cancer du poumon que les médecins ont qualifié d'« inexplicable », une phrase dont l'écho résonne encore pendant nos réunions de famille, dis-je, ma voix empreinte d'une tristesse transmise de génération en génération. Mon grand-père, autrefois plein de vie et de rires, souffre aujourd'hui d'une perte auditive et d'autres problèmes de santé à 70 ans passés, un rappel glaçant de la danse radioactive que le vent l'a forcé à endurer.

Il se souvient du jour où les soldats sont arrivés, le bruit de leurs bottes résonnant bruyamment sur le sable de corail. Il avait 14 ans et a observé avec effroi alors qu'on les rassemblait sur un court de tennis à London sur l'île Christmas, avant les essais nucléaires. On ne leur a offert qu'une couverture pour se protéger de la déflagration et se boucher les oreilles. L'air était chargé d'une étrange odeur métallique. On leur a promis que leur réinstallation serait temporaire, « quelques semaines, peut-être », mais les années se sont transformées en décennies. Certains ont été envoyés par bateau vers les îles les plus proches, telles que Canton ou Fanning, car il n'y avait pas assez de place pour tout le monde sur le court de tennis.

Lorsqu'ils sont enfin revenus, l'île avait changé. Le poisson avait un goût étrange, les cocotiers donnaient moins de fruits. Puis on a commencé à entendre parler de cancers, d'enfants nés avec des malformations. La peur est devenue un autre héritage transmis au même titre que nos histoires et nos chansons.

Mes grands-parents ont eu neuf enfants quelques années après les essais. Deux de leurs enfants aînés sont nés prématurément et sont décédés. Le quatrième, né avant mon père, a souffert de graves migraines à l'époque du lycée et est décédé à l'âge de 15 ans. Mon père et moi sommes également atteints de la même maladie. Ce n'est pas courant, et ma famille n'est pas la seule à en avoir fait l'expérience. D'innombrables personnes ont vécu la même expérience. La lutte pour l'indemnisation et la reconnaissance de nos souffrances n'est pas une croisade personnelle, c'est une bataille pour l'âme d'une communauté empoisonnée par l'ombre de la guerre froide.

IV. Appui et assistance internationaux

A. Demande adressée aux États usagers

Une question récurrente abordée lors des entretiens est l'absence d'assistance ou d'indemnisation adéquate de la part des États responsables des essais nucléaires. Malgré les profondes répercussions sur la santé des victimes et la dégradation de

l'environnement, aucune des personnes interrogées n'a déclaré avoir reçu une quelconque forme d'aide internationale de la part de ces États. Cette absence d'assistance exacerbe leurs souffrances et fait qu'elles peinent à gérer les graves problèmes de santé causés par les retombées radioactives.

B. Demande adressée à la communauté internationale

Les personnes interrogées ont fait part de leur besoin pressant d'assistance internationale, en particulier de la part des pays responsables des essais nucléaires. Des voix se sont élevées pour demander une indemnisation pour les souffrances endurées par les habitants de l'île et une aide concrète en vue de la remise en état des sites contaminés. Par exemple, un survivant de deuxième génération a souligné qu'il était important que les États-Unis et le Royaume-Uni reviennent pour réparer les dégâts qu'ils ont causés et dédommager les familles touchées. Ce sentiment est partagé par d'autres personnes interrogées, qui demandent justice et réparation pour les problèmes de santé et les dommages environnementaux causés par les essais.

Les conséquences pour l'environnement de l'île de Kiritimati et la santé de ses habitants poussent Kiribati à plaider ardemment en faveur de la justice nucléaire au niveau international dans toutes les instances des Nations Unies, y compris la Première Commission de l'Assemblée générale et celles liées au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

C. Demande d'espaces commémoratifs

Les graves conséquences des essais nucléaires incitent la communauté de l'île de Kiritimati à commémorer les souffrances qu'elle a endurées. Les personnes interrogées ont exprimé un vif désir de disposer d'espaces communs, tels que des *mwaneabas* (lieux traditionnels de réunion), où rassembler et faire vivre cette mémoire. Ces espaces serviraient à honorer les expériences des familles touchées et à continuer de faire connaître ces événements et de fournir une aide aux victimes. L'accent mis sur le souvenir collectif souligne l'importance de la guérison collective, de la justice nucléaire et de la solidarité pour faire face aux conséquences à long terme des essais nucléaires.

Dans cet état d'esprit, les habitants de l'île de Kiritimati ont proposé plusieurs projets visant à embellir les sites historiques liés aux opérations Grapple et Dominic et en faire des espaces commémoratifs. Il serait question, par exemple, de restaurer et embellir des sites historiques importants, de créer une galerie de photos sur les essais nucléaires comprenant des photos données par les familles des vétérans ou encore de créer un parc antinucléaire de Kiritimati. En outre, les habitants de l'île de Kiritimati ont proposé la création d'un mémorial de Kiritimati, semblable au Mémorial d'Honolulu à Hawaï et au mémorial de la Seconde Guerre mondiale à Washington, dédié à ceux qui se trouvaient sur l'île de Kiritimati lors de ces opérations. Ensemble, ces initiatives visent à perpétuer la mémoire des victimes, à honorer les communautés touchées et à faire mieux connaître l'importance historique de l'île.

V. Évaluation environnementale et remise en état de l'environnement

Les essais nucléaires ont gravement contaminé l'environnement de l'île de Kiritimati, ce qui présente des risques permanents pour la santé de ses habitants. Les personnes interrogées ont signalé des zones spécifiques particulièrement touchées et nécessitant une décontamination urgente, dont les abords du village de Banana et de Tabon te Korota (entre les villages de Poland et de Cook), où l'on trouve encore des vestiges de contaminants nucléaires et d'autres matières dangereuses. Par exemple, les poissons, une des principales sources de nourriture pour de nombreux habitants

de l'île, sont encore contaminés. La contamination persistante n'affecte pas seulement les habitants actuels, mais constitue également une menace pour les générations futures.

VI. Kiribati et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

En tant qu'État touché par les essais nucléaires, Kiribati est consciente qu'elle a un rôle important à jouer pour ce qui est d'aider ses citoyens à demander de l'aide à la communauté internationale, et considère que cette dernière doit venir en aide à tous les pays touchés. C'est pourquoi Kiribati a décidé de jouer un rôle de premier plan dans la promotion et la réalisation des obligations positives découlant du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Depuis 2021, Kiribati assure le rôle de cofacilitatrice, avec le Kazakhstan, pour les obligations humanitaires et positives découlant du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (articles relatifs à l'assistance aux victimes, à la remise en état de l'environnement et à la coopération et l'assistance internationales). En cette qualité, Kiribati a assumé la responsabilité de s'exprimer au nom des États du Pacifique. Elle a plaidé vigoureusement en faveur de la création d'un fonds international d'affectation spéciale pour l'assistance aux victimes des essais nucléaires. Kiribati est fière de jouer un rôle moteur dans ce domaine.

VII. Demande d'organisation d'un colloque international sur l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement

En raison de l'héritage des essais nucléaires, Kiribati recommande à la communauté internationale d'organiser à New York un colloque sur l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement. Ce colloque pourrait servir de lieu d'échange, où les survivants et les États touchés pourraient partager leurs témoignages sur les conséquences humanitaires et environnementales des armes nucléaires et demander à la communauté internationale de leur fournir un soutien essentiel.

En plus de permettre aux survivants de s'exprimer, ce colloque pourrait également être l'occasion d'entendre les avis de la communauté scientifique et du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants à propos des données scientifiques et factuelles pertinentes concernant la contamination radioactive.

À la fin du colloque, les participants pourraient établir une liste de demandes relatives à l'assistance aux victimes et à la remise en état de l'environnement, que la communauté internationale pourrait ensuite examiner lors de manifestations sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires.

Mexique

[Original : espagnol]
[29 mai 2024]

Le Mexique se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution [78/240](#), intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires ».

Le Mexique présente sa première contribution au rapport visé dans cette résolution emblématique dans le cadre du débat sur les obligations positives découlant du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, dont il est à l'initiative, et portant

sur les dommages causés à l'environnement par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires.

Le Mexique est un ardent défenseur des initiatives qui tiennent compte de l'interdépendance des conséquences négatives immédiates et à moyen et à long terme qu'aurait l'explosion accidentelle ou voulue d'armes nucléaires pour, notamment, l'environnement, la sécurité alimentaire, le climat et le développement, ainsi que de leur caractère systémique et potentiellement irréversible pour l'humanité tout entière.

Depuis 2010, des efforts ont été faits pour mieux connaître les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires. En particulier, les conférences sur les incidences humanitaires de telles armes tenues à Oslo (2013), à Nayarit (2014) et à Vienne (2014 et 2022) ont permis de comprendre différents aspects de ces conséquences catastrophiques, dont la prévention peut ainsi être placée au cœur des priorités, par l'élimination effective et irréversible de ce type d'armes, qui frappent sans discrimination.

Seules deux armes nucléaires ont été utilisées en temps de guerre, l'une à Hiroshima, l'autre à Nagasaki. Par rapport aux arsenaux actuels, ces deux armes, qui possédaient moins d'un dixième de la puissance explosive moyenne d'aujourd'hui, seraient considérées comme de « petites armes nucléaires ». Elles n'en ont pas moins eu des conséquences catastrophiques d'une ampleur colossale, ce qui doit nous rappeler que même une seule explosion nucléaire a des effets dévastateurs.

Pendant des décennies, un grand nombre d'essais nucléaires ont été effectués, sans que l'on tienne compte de leurs effets sur la population locale et l'environnement et sans que les conséquences de ces essais fassent l'objet de véritables études. On comprend mieux aujourd'hui les terribles dommages causés, comme il est manifeste que les pays qui avaient procédé aux essais n'ont pas pris de mesures véritables pour remédier aux conséquences.

Parmi les conséquences recensées lors des conférences sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, on peut signaler ce qui suit :

- Destruction : une explosion nucléaire crée une onde de choc et émet un rayonnement thermique ionisant qui ne peuvent être sans effet sur les personnes et l'environnement proche. L'emploi d'armes nucléaires entraînerait une dévastation immédiate, y compris la perte de vies humaines, la destruction d'infrastructures et des dommages à l'environnement ;
- Effets des rayonnements : tant les rayonnements immédiats que les rayonnements résiduels des explosions nucléaires provoquent des problèmes de santé à long terme tels que le cancer, des mutations génétiques et des malformations congénitales pendant des générations. Les rayonnements ionisants ont des effets particulièrement graves, surtout sur les filles et les femmes, qui sont affectées de manière disproportionnée par rapport aux hommes. Les jeunes filles sont particulièrement vulnérables aux cancers radio-induits tout au long de leur vie ;
- Crise humanitaire et impossibilité de la gérer : les explosions nucléaires déclenchent des crises humanitaires aiguës en raison du nombre de victimes, des types de lésions, des déplacements et des effets à long terme sur la santé causés par l'exposition aux rayonnements. Des études menées par le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que par des institutions des Nations Unies, ont montré qu'aucun État ou organisme international ne serait en mesure de faire face à l'urgence humanitaire immédiate provoquée par l'explosion d'une arme nucléaire dans une zone peuplée, ni aux conséquences à long terme

d'une telle explosion, ni de fournir une assistance suffisante aux personnes touchées ;

- Charge financière : la reconstruction des infrastructures, la fourniture de soins de santé et la gestion de la remise en état de l'environnement font peser une charge financière considérable sur les régions et les pays concernés ;
- Dommages causés à l'environnement : tant les essais que l'emploi des armes libèrent dans l'environnement des matières radioactives qui contaminent l'air, les sols et les sources d'approvisionnement en eau, ce qui a des répercussions écologiques de longue durée. Une guerre nucléaire provoquerait des chocs climatiques qui auraient des incidences considérables sur le climat (allant d'une « petite » période glaciaire comme celle que la planète a connue de 1340 à 1850 et d'un amincissement de la couche d'ozone à un véritable hiver nucléaire qui rendrait l'agriculture impossible). Quoi qu'il en soit, la production alimentaire serait nettement réduite, ce qui, selon toute vraisemblance, frapperait le plus durement le monde du Sud ;
- Répercussions politiques : l'emploi d'armes nucléaires entraîne souvent des condamnations de la part de la communauté internationale, une escalade des conflits et d'éventuelles ripostes, ce qui accroît les tensions géopolitiques. Sur le plan politique, il comporte le risque de n'être que la première étape d'une escalade nucléaire. D'autres États pourraient décider de prendre des mesures de rétorsion, ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles explosions ou, à terme, à une guerre nucléaire totale.

Si les connaissances acquises à ce jour nous permettent de prédire les conséquences humanitaires catastrophiques de toute explosion nucléaire, il reste encore beaucoup à apprendre sur toute l'étendue des effets des armes nucléaires. Pour que l'assistance aux victimes et les mesures de remise en état de l'environnement soient efficaces, des recherches supplémentaires et un renforcement des capacités sont nécessaires.

Dans ce contexte, et puisqu'il nous a été demandé de faire part de nos vues et de propositions sur les mesures et les besoins existants en ce qui concerne d'une part l'assistance aux victimes et d'autre part l'évaluation environnementale et la remise en état de l'environnement, le Gouvernement mexicain signale ce qui suit :

- Il est impératif que les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires soient maintenues au centre des débats sur le nucléaire dans toutes les instances où la question peut être soulevée ;
- État entendu que les conséquences humanitaires catastrophiques ne peuvent être atténuées, il doit être clair que, faute de pouvoir nous préparer et de pouvoir faire face efficacement, le seul autre choix est la prévention ;
- Les États doivent de toute urgence prendre des mesures pour réduire les risques que l'on recoure de nouveau à l'arme nucléaire, en ne ménageant aucun effort pour parvenir à l'élimination complète et irréversible de celle-ci. Entre autres, des progrès tangibles doivent être accomplis en matière de désarmement, en application de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que d'autres engagements et accords pris en corrélation avec ce traité ; ils doivent veiller à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ils doivent veiller à l'universalité du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ;
- Il faut poursuivre la recherche afin de mieux comprendre les effets à court et à long terme des armes nucléaires, en associant à ces travaux les communautés touchées ;

- Il convient de souligner l'importance de la transparence de la part de ceux qui ont procédé à des essais nucléaires, afin que nous disposions de données scientifiques précises sur le type d'explosion, la zone concernée, les mesures obtenues et les études d'impact sur les populations et l'environnement, entre autres.

Le Mexique est favorable à l'adoption de mesures significatives et réalisables, dont les résultats seront bénéfiques à l'application du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, seul instrument qui interdise explicitement la mise au point, la mise à l'essai, la production, la fabrication, le transfert, la possession, le stockage et l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires ainsi l'autorisation par les États parties de l'implantation de telles armes sur leur territoire, et qui se caractérise par sa nature humanitaire.

Ce traité crée en outre des obligations de remise en état de l'environnement, pour traiter les effets de la mise à l'essai ou de l'utilisation d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires (article 6), ainsi qu'une obligation de coopération avec les États touchés ou d'assistance aux fins de la remise en état de l'environnement (article 7).

Dans ce contexte, à leur première Réunion, les États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ont adopté le Plan d'action de Vienne, dans lequel sont envisagées certaines mesures pour l'application des articles en question. Le Mexique estime que ces obligations positives sont fondamentales pour les objectifs humanitaires du Traité et se félicite qu'elles transparaissent dans les mesures n^{os} 19 à 32.

Lors de la deuxième Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui a été présidée par le Mexique et s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 27 novembre au 1^{er} décembre 2023, les incidences humanitaires des armes nucléaires ont été au centre des débats. En particulier, les participants ont souligné l'importance des dispositions des articles 6 et 7 du Traité, relatifs aux effets des armes nucléaires sur les populations et l'environnement, et la nécessité de fournir aux États parties touchés un appui technique, matériel et financier pour favoriser l'application du Traité.

Les États participants ont adopté une déclaration politique intitulée « Notre engagement de respecter l'interdiction des armes nucléaires et d'éviter leurs conséquences catastrophiques », qui contient un message fort sur l'interdiction des armes nucléaires, tout en réaffirmant le soutien au traitement des dommages causés par l'emploi et la mise à l'essai d'armes nucléaires.

Le Mexique continuera de faire partie du groupe de travail informel sur l'assistance aux victimes, la remise en état de l'environnement et la coopération et l'assistance internationales, coprésidé par le Kazakhstan et Kiribati, mis en place au titre du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Le Mexique estime qu'il faut continuer à progresser en matière d'évaluation des besoins, de plans nationaux et de coopération, ainsi que d'assistance internationale, afin de remplir les obligations découlant des articles 6 et 7 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Les États touchés doivent continuer d'élaborer des plans nationaux sur l'assistance aux victimes et la remise en état de l'environnement ou commencer à les mettre en œuvre, et les États ou organisations en mesure de le faire doivent coopérer avec les initiatives prises dans ce sens et fournir l'assistance internationale nécessaire.

Il faut en outre faire en sorte que la question de l'assistance aux victimes et de la remise en état de l'environnement soit également traitée dans le Traité sur la non-

prolifération des armes nucléaires. Il faut en particulier continuer à promouvoir les mesures nationales dans les États touchés, mais aussi la coopération internationale nécessaire pour traiter les effets anciens et actuels des essais nucléaires. Pour faire face à ces conséquences, des fonds peuvent être créés. Il sera pour cela essentiel de reconnaître la responsabilité première des puissances nucléaires.

Les communautés touchées doivent recevoir une assistance complète, ce qui suppose l'actualisation de la législation nationale, la fourniture d'une aide au développement socioéconomique et la promotion de la coopération tant nationale qu'internationale.

Nouvelle-Zélande

[Original : anglais]
[29 mai 2024]

La réponse ci-dessous fait suite à la note verbale ODA-2024-00018/LONW, dans laquelle il nous est demandé de faire part de nos vues et de nos propositions en ce qui concerne d'une part l'assistance aux survivants et d'autre part l'évaluation environnementale et la remise en état de l'environnement en cas d'emploi ou de mise à l'essai d'armes nucléaires. La Nouvelle-Zélande a eu le plaisir de se porter coauteure de la résolution [78/240](#) de l'Assemblée générale, qui est à l'origine de cette demande.

Le lourd héritage de la mise à l'essai d'armes nucléaires dans le Pacifique

Le point de vue de la Nouvelle-Zélande sur l'assistance et la remise en état de l'environnement comme suite à l'emploi ou à la mise à l'essai d'armes nucléaires est étroitement lié aux essais effectués par le passé dans le Pacifique. De la fin des années 1940 à 1996, trois États dotés d'armes nucléaires ont procédé à des essais nucléaires dans cette région. Les conséquences de ces essais, notamment des problèmes de santé physique et psychosociale intergénérationnels, des dommages environnementaux, dont la contamination, les déplacements et la perte du lien avec la terre, la perte des moyens de subsistance et le sentiment d'injustice, se font sentir encore aujourd'hui. Les effets des changements climatiques, tels que l'élévation du niveau de la mer, sur l'intégrité structurelle des sites de stockage de matières nucléaires, suscitent de nouvelles inquiétudes.

En raison de cette expérience, les États de la région, dont la Nouvelle-Zélande, ont adopté le Traité de Rarotonga afin de faire du Pacifique Sud une zone exempte d'armes nucléaires. Entré en vigueur en 1986, ce traité a été à l'origine de la création de la deuxième zone exempte d'armes nucléaires la plus importante du monde.

L'opposition de la Nouvelle-Zélande aux armes nucléaires et à leur mise à l'essai a été codifiée au niveau national en 1987, par l'adoption par le Parlement de la loi intitulée *New Zealand Nuclear Free Zone, Disarmament and Arms Control Act*. Cette loi interdit la présence d'armes nucléaires (et les navires à propulsion nucléaire) dans les eaux, dans l'espace aérien et sur le territoire de la Nouvelle-Zélande. Sur le plan international, la Nouvelle-Zélande et d'autres États ont saisi la Cour internationale de Justice pour tenter de faire cesser les essais nucléaires dans la région.

Trois groupes d'anciens combattants néo-zélandais ont servi dans des opérations susceptibles de les avoir exposés à des rayonnements ionisants : au Japon après la Seconde Guerre mondiale (Jayforce 1946-1949), et dans le Pacifique, en 1957-1958 (Opération Grapple) et en juillet 1973 (Mururoa). La Nouvelle-Zélande offre des prestations et des aides aux anciens combattants et certaines prestations également à

leurs enfants. Ces questions sont couvertes par la législation nationale (la loi de 2014 intitulée *Veterans' Support Act* et le règlement de 2014 intitulé *Veterans' Support Regulations*) et les décisions du Cabinet. En 2022-2023, un conseil consultatif ministériel indépendant a procédé à une analyse de la documentation la plus récente sur les effets de l'exposition aux rayonnements nucléaires. Il a jugé inutile d'ajouter de nouvelles affections à la liste, qui figure déjà dans le règlement, des affections présumées de manière concluante imputables au service qui s'appliquent aux personnes exposées aux radiations nucléaires et qui peuvent être automatiquement imputées au service. Le Cabinet a décidé de réexaminer la situation tous les 7 à 10 ans afin de s'assurer qu'il est au fait des données les plus récentes sur les conséquences de l'exposition aux rayonnements nucléaires.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires offre un dispositif pour remédier aux dommages

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires interdit complètement les armes nucléaires. Il énonce également des obligations positives en matière d'assistance aux victimes, de remise en état de l'environnement et de coopération et d'assistance internationales¹. Ces dispositions sont les premières du genre dans un traité sur le désarmement nucléaire. Il en ressort clairement que les obligations en question ne remplacent pas celles qu'avaient déjà envers les États parties touchés les États ayant procédé à des essais sur leur territoire ou les accords existant entre eux.

Il est également reconnu de manière explicite dans le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires que ces armes ont des effets disproportionnés sur les femmes et les filles, notamment en raison des rayonnements ionisants, ainsi que sur les peuples autochtones². Dans le Plan d'action de Vienne, adopté en juin 2022 lors de la première Réunion des États parties au Traité, les Parties sont convenues que l'assistance devait être fournie compte tenu de l'âge et du sexe, conformément aux principes d'accessibilité, d'inclusivité, de non-discrimination et de transparence et en coordination avec les populations touchées³.

Les parties au Traité progressent dans leur réflexion sur la création d'un fonds d'affectation spéciale international, comme elles l'ont décidé dans le Plan d'action de Vienne et réaffirmé lors de la deuxième Réunion des États parties. Un tel fonds accroîtra grandement la capacité internationale d'aider les États qui subissent les effets des armes nucléaires, notamment de leur mise à l'essai.

Situation et soutien de l'action à mener

L'assistance aux survivants et la remise en état de l'environnement doivent être inscrites dans le cadre plus large de la promotion du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Tant que les armes nucléaires n'auront pas été éliminées, il peut y avoir de nouvelles victimes et de nouveaux cas de contamination de l'environnement. Le recours à des armes nucléaires dans un conflit aurait des conséquences catastrophiques qu'aucune capacité d'intervention humanitaire ne pourrait gérer. La Nouvelle-Zélande appelle donc à ce qui suit :

- L'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, afin qu'il puisse entrer en vigueur ;
- L'universalisation du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires : l'adhésion à cet instrument est le témoignage le plus clair qu'un pays puisse faire de son

¹ Articles 6 et 7.

² Voir le préambule du Traité.

³ Mesure n° 25.

engagement en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires et de la prévention des dommages liés à la mise à l'essai ou à l'emploi de telles armes ;

- Le respect par les États dotés d'armes nucléaires de l'obligation de désarmement que leur impose l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et des engagements connexes ;
- Le renoncement aux armes nucléaires par les États qui en sont dotés et qui ne sont pas parties au Traité sur la non-prolifération et l'adhésion de ces États à cet instrument en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires ;
- L'adhésion par tous les États dotés d'armes nucléaires aux protocoles relatifs aux zones exemptes d'armes nucléaires, car ces zones contribuent au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire.

Il y a un intérêt à ce que la communauté internationale comprenne mieux les effets de la mise à l'essai d'armes nucléaires, ainsi que de tout emploi de telles armes. Dans le cadre du Forum des îles du Pacifique, des travaux sont en cours pour mieux comprendre les études existantes et les lacunes concernant l'héritage de la mise à l'essai d'armes nucléaires dans la région⁴. La Nouvelle-Zélande prend note par ailleurs des discussions en cours sur une nouvelle étude scientifique mondiale sur les effets de l'hiver nucléaire et les risques qui y sont associés, dont l'Assemblée générale doit demander la réalisation.

Portugal

[Original : anglais]

[28 mai 2024]

Plus de 2 000 explosions expérimentales de dispositifs explosifs nucléaires ont eu lieu depuis 1945, la dernière en date étant celle de 2017, en République populaire démocratique de Corée. Ces essais ont été effectués sous l'eau, dans l'atmosphère et sous terre, diffusant des rayonnements et générant de grandes quantités de retombées radioactives. À terme, les essais nucléaires ont un impact sur l'environnement et sur la santé publique, comme les cancers, les maladies génétiques ou des effets *in utero* sur le développement humain.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demeurant la pierre angulaire du dispositif mondial de désarmement et de non-prolifération, il est de la plus haute importance de mettre en évidence ses trois piliers – désarmement, non-prolifération et utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire – et de préserver le travail impartial, indépendant et objectif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

À cet égard, le Portugal, avec ses partenaires de l'Union européenne et ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, s'emploie à collaborer avec la société civile, les organisations non gouvernementales et les groupes de réflexion aux fins de l'assistance aux victimes et de la remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires, en promouvant la coordination entre les parties prenantes.

Dans le contexte des engagements pris par le Portugal dans les instances consacrées à la question du nucléaire, il est capital de renforcer tant l'aide aux

⁴ La Nouvelle-Zélande est membre du Council of Regional Organizations of the Pacific Taskforce on Nuclear Legacy Issues (groupe spécial du Conseil des organisations régionales du Pacifique sur les questions relatives à l'héritage nucléaire).

victimes de l'emploi ou de la mise à l'essai d'armes nucléaires que les dispositifs de décontamination de l'environnement.

Par conséquent, les mesures ci-après sont jugées propices à une meilleure application de la résolution 78/240 de l'Assemblée générale :

a) Élaboration de plans d'intervention : élaborer des plans d'intervention portant spécialement sur la gestion de l'emploi et de la mise à l'essai d'armes nucléaires et mettre à jour les plans existants de telle sorte qu'ils comprennent notamment des mesures claires en matière d'assistance aux victimes, à savoir concernant l'évacuation, le triage médical, le traitement des blessés et la décontamination ;

b) Renforcement des capacités et formation : organiser régulièrement des exercices de simulation et des formations pour les membres du personnel chargé des secours d'urgence, notamment les équipes médicales, les pompiers, la police et les volontaires, afin qu'ils puissent assurer une intervention rapide et coordonnée en cas d'emploi ou de mise à l'essai d'armes nucléaires ;

c) Accès à des services médicaux spécialisés : garantir que les victimes de la mise à l'essai ou de l'emploi d'armes nucléaires bénéficient d'un accès immédiat à des services médicaux spécialisés, notamment en cas de forte irradiation et si des soins intensifs ou une aide à la santé mentale pour des troubles de stress post-traumatique et d'autres formes de traumatisme sont nécessaires ;

d) Création de centres de référence en matière de santé nucléaire : créer des centres de référence en matière de santé nucléaire dotés d'équipements de pointe et d'équipes spécialisées aptes à offrir des diagnostics poussés et des traitements modernes aux victimes de rayonnements ;

e) Renforcement de la coopération internationale : renforcer la coopération internationale et l'échange de bonnes pratiques entre les parties signataires des conventions sur le nucléaire, en facilitant la mise en commun des ressources, des connaissances et des données d'expérience dans le domaine de l'assistance aux victimes ;

f) Sensibilisation et éducation du public : lancer des campagnes de sensibilisation du public et des programmes éducatifs pour informer la population des protocoles de sécurité mis en œuvre en cas d'emploi ou de mise à l'essai d'armes nucléaires et des droits des victimes de rayonnements ;

g) Décontamination de l'environnement : reconnaître le rôle indispensable que joue la Section de la sûreté et du contrôle radiologiques de l'AIEA dans les principaux domaines de la surveillance des rayonnements, de la remise en état de l'environnement et de la gestion des déchets.

Le Portugal soutient pleinement le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et engage vivement tous les États dont la liste est donnée dans l'annexe II à le ratifier, afin que cet instrument international puisse entrer en vigueur, confirmant et complétant le régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires tout en débloquent les inspections sur place et en renforçant les mesures de confiance.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Le Royaume-Uni a voté contre la résolution 78/240 sur le lourd héritage des armes nucléaires, lors de la session de l'Assemblée générale de 2023. Il s'est alors expliqué sur ce vote.

Néanmoins, le Secrétaire général ayant demandé des informations pour l'aider à élaborer le rapport demandé dans cette résolution, le Royaume-Uni présente sa position sur l'héritage des essais nucléaires et les mesures prises pour remettre en état l'environnement.

Le Royaume-Uni a procédé à 12 mises à l'essai d'armes nucléaires et à quelques centaines d'essais de plus petite ampleur, en Australie, entre 1952 et 1963. Neuf explosions nucléaires ont également eu lieu en 1957 et 1958 sur l'île Malden et l'île Christmas (Kiritimati – qui fait aujourd'hui partie de la République de Kiribati), dans l'océan Pacifique.

Nous rendons hommage aux anciens combattants et aux civils de la région du Pacifique concernés par ces essais. Le Royaume-Uni soutient l'appel lancé à l'ensemble des États et organisations internationales dotés de compétences spécialisées dans le domaine du nettoyage et de l'élimination des contaminants radioactifs afin qu'ils envisagent de fournir l'aide (technique ou financière) qui pourrait être demandée à des fins de remise en état des zones touchées.

En 1993, après la publication d'un rapport de la Commission royale australienne chargée d'examiner la conduite d'essais nucléaires britanniques en Australie, le Gouvernement du Royaume-Uni a collaboré avec le Gouvernement australien en vue d'une entente sur un versement à titre gracieux d'un montant de 20 millions de livres sterling. Ce versement faisait partie du règlement total et définitif convenu avec le Gouvernement australien et destiné à faciliter la réhabilitation d'anciens sites d'essais nucléaires. Le Royaume-Uni estime terminée la remise en état à laquelle il devait procéder du fait des essais qu'il avait effectués en Australie.

En ce qui concerne Kiritimati, le Ministère de la défense du Royaume-Uni a organisé une opération de reconnaissance spécialisée sur Kiritimati, en septembre 1998, à laquelle il a participé, afin de déterminer les types et les quantités de déchets, et notamment d'évaluer les risques environnementaux découlant de l'utilisation de l'île comme base pour le programme d'essais nucléaires du Royaume-Uni à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Le Ministère, accompagné de spécialistes indépendants, s'est de nouveau rendu à Kiritimati en août 2000 afin de recueillir des informations plus détaillées aux fins des activités de décontamination proposées. L'enlèvement des déchets, tant radioactifs que non radioactifs, a eu lieu de 2005 à 2008. Le Royaume-Uni estime terminée la remise en état à laquelle il devait procéder à Kiritimati.

Il ressort d'études indépendantes réalisées par le National Radiological Protection Board et l'Imperial Cancer Research du Royaume-Uni à la demande du Ministère de la défense que la mortalité globale des vétérans et des témoins militaires des essais est restée inférieure à celle des hommes du même âge dans la population générale au cours de la période 1952-2017.

On trouvera des informations scientifiques plus détaillées sur les essais atmosphériques d'armes nucléaires, y compris les activités de remise en état, menés par le passé à l'adresse suivante : www.gov.uk/government/publications/uk-atmospheric-nuclear-weapons-tests-factsheets.

Enfin, le Royaume-Uni s'emploie à la réalisation du double objectif d'un monde exempt d'essais nucléaires explosifs et d'un monde exempt d'armes nucléaires, conformément aux obligations que lui imposent le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous avons signé le premier lorsqu'il a été ouvert à la signature, en 1996, et nous continuons de demander qu'il entre en vigueur dès que possible. Dans l'intervalle, nous maintenons notre moratoire volontaire sur les essais nucléaires explosifs. Nous maintenons également un moratoire volontaire sur la production de matières fissiles destinées à être utilisées dans des dispositifs explosifs nucléaires et continuons de faire pression pour que les négociations sur un traité interdisant la production de telles matières pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires commencent immédiatement et aboutissent rapidement dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Suisse

[Original : anglais]

[28 mai 2024]

La Suisse a voté pour la résolution [78/240](#) de l'Assemblée générale intitulée « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États Membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires » et se félicite que les effets des armes nucléaires sur les populations et l'environnement aient récemment fait l'objet d'une plus grande attention de la part de la communauté internationale.

La Suisse fait observer que la connaissance de l'impact médical, social, économique et culturel de l'emploi ou de la mise à l'essai d'armes nucléaires sur les populations locales, y compris l'aide disponible et l'appui supplémentaire nécessaire, est encore relativement limitée. La mesure de la situation actuelle en matière de contamination radioactive (et de décontamination) et de la portée des mesures de remise en état doit être actualisée.

De même, les besoins potentiels d'aide internationale ou les demandes d'aide qui ont été faites devraient être recensés sur la base d'une analyse scientifique solide, compte tenu des disparités liées à l'âge et au genre, car les armes nucléaires touchent de manière disproportionnée les femmes et les enfants, en particulier les filles. À cet égard, la Suisse juge bienvenues une plus grande transparence et une intensification de l'échange d'informations dans ce domaine, toutes deux propices à la prestation d'une assistance adaptée permettant de répondre efficacement aux besoins.

La Suisse trouve bon que les États doivent fournir une assistance et prendre des mesures de remise en état en faveur des personnes et des zones relevant de leur juridiction et de leur contrôle qui sont touchées par l'utilisation ou la mise à l'essai d'armes nucléaires, ce qui est une obligation juridique imposée aux États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ; en tant qu'observatrice à la Réunion des États parties audit traité, elle suit les discussions internationales sur la question. Dans ce contexte, elle souligne que l'Assemblée générale, dans sa résolution [78/240](#), considère que la responsabilité de remédier aux dommages qui découlent d'une explosion résultant de l'emploi ou de la mise à l'essai d'une arme nucléaire ou de tout autre dispositif explosif nucléaire incombe, respectivement, aux États Membres qui ont fait cela. Elle reconnaît en outre la responsabilité partagée de l'ensemble de la communauté internationale s'agissant de gérer le lourd héritage des armes nucléaires.

La Suisse voit de multiples façons de faire progresser cette question, afin de favoriser la coopération internationale, en offrant à la communauté internationale la

possibilité d'apporter une aide tangible à celles et ceux qui souffrent des conséquences de l'utilisation et de la mise à l'essai d'armes nucléaires. Pour réussir, une telle collaboration internationale nécessite l'adhésion des acteurs concernés. C'est pourquoi la Suisse estime essentiel de faire avancer ce dossier de manière à obtenir le plus grand soutien politique, technique et matériel possible pour une mise en œuvre efficace et durable des mesures d'assistance aux victimes et de remise en état de l'environnement.
